

**BOLIVIE : MOBILISATION
DES TRAVAILLEURS ET
DES TRAVAILLEUSES**

**PRÉSIDENTIELLE 2027 : SELMA LABIB,
UNE CANDIATURE OUVRIÈRE ET RÉVOLUTIONNAIRE
SOUTENUE PAR GAËL QUIRANTE**

RÉVOLUTIONNAIRES

60 25 JUIN 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

**Vigilance rouge
sur nos conditions
de travail et de
vie : il est temps
de prendre nos
affaires en main !**

À peine au seuil de l'été, la France subit déjà sa deuxième vague de chaleur. Avec le changement climatique, ce type de phénomène va devenir de plus en plus fréquent. Mais du côté du gouvernement et des patrons, c'est une fois de plus l'impréparation totale et le déni, et donc le système D pour nous. Ce sont les classes populaires, les travailleurs et les travailleuses les plus exposés : hors de question de subir le changement climatique provoqué par les capitalistes et de mettre nos vies en danger pour leurs profits !

DOUBLE PEINE CLIMATIQUE ET SOCIALE

D'après le dernier rapport de l'ONG Oxfam, c'est pour la santé des populations les plus pauvres que l'impact du changement climatique est le plus fort. Rien d'étonnant : c'est vrai à l'échelle internationale, puisque les pays les plus pauvres sont les plus touchés, mais aussi à l'échelle nationale, selon la classe sociale à laquelle on appartient. Non seulement en fonction des conditions de travail, mais aussi de logement.

Les quartiers populaires sont surexposés aux canicules, les passoires thermiques de l'hiver se transformant en bouilloires thermiques l'été. Le béton et l'asphalte forment

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

POLITIQUE	p. 1 à 3	INTERNATIONAL	p. 4 à 7	DOSSIER	p. 8-9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 14	CULTURE	p. 15
Éditorial Vigilance rouge sur nos conditions de travail et de vie : il est temps de prendre nos affaires en main ! Violences sexuelles contre les enfants : non à l'engouement du glaive de la justice ! Les droits LGBTI : un combat de la classe ouvrière Budget 2027 : Lecornu tance ses ministres Mort du Scaf : Mélenchon vole à la rescousse de Dassault Bardella : le racisme sans frontière	 Iran – États-Unis : un accord qui acte l'échec de Trump Israël sommé de ne pas perturber la diplomatie de Trump, mais mains libres pour les crimes dans son pré carré Bolivie : un accord syndical contre la mobilisation populaire La jeunesse albanaise mobilisée contre Trump et ses larbins La Coupe du monde du racisme est bien partie Mondial 2026 : des couvre-feux pour tacler la jeunesse	 120 milliards de plus pour faire sauter le monde Ebola en RDC : les vies humaines valent plus que les « ressources stratégiques » Attrapez-les tous, les renseignements militaires ! Allemagne – Des milliards pour quelques-uns, l'austérité pour la majorité ! Royaume-Uni : péripéties politiques et pression de l'extrême droite	PRÉSIDENTIELLE 2027 : SELMA LABIB, UNE CANDIDATURE OUVRIÈRE ET RÉVOLUTIONNAIRE, SOUTENUE PAR GAËL QUIRANTE Extraits de l'intervention de Selma Labib à Conférence nationale jeunes, juin 2026 Extraits de l'intervention de Gaël Quirante	 Canicule : inégalités à tous les étages Ateliers SNCF de Quatre Mares (Rouen) : la mobilisation paie RATP : 50 °C dans les bus mais Castex distribue des esquimaux Édouard J'ai frais : le ministre qui ne craint pas la canicule Marseille : se défendre contre les classes défense Dassault : le droit de grève dans le viseur Stellantis Poissy : le coup de chaud des ouvriers fait reculer la direction Renault : nouveaux partenariats avec l'industrie d'armement	 Chez Renault, un plan social déguisé dans l'ingénierie Airbus : la peur, ça peut changer de camp Les salariés du groupe SEB refusent de perdre leur vie à la gagner Decathlon : la direction balbutie, les salariés remontent sur le ring Succès de la manifestation contre toutes les répressions : ils ne nous empêcheront pas de lutter ! Grève inédite au bureau de poste de Bron À la fac de Rennes 2, on vire les militants syndicaux ! À Saint-Étienne-du-Rouvray : mobilisation pour une famille menacée d'expulsion « ASE en colère, y'en a marre de la galère ! »	 Le NPA-R était présent à la réunion des Labor Notes, à Chicago Répression ciblée à Minneapolis NPA JEUNES-R La menace d'augmentation des frais d'inscription pour tous continue de planer ! De la Réunion à la Creuse : sur les pas de l'impérialisme français Huit élus de l'Unef Nanterre convoqués au commissariat pour des actions de soutien aux sans-facs ! « It's the American dream, baby »... En Indonésie aussi, la GenZ se rebelle	VIE DU PARTI <		

» SUITE DE L'ÉDITORIAL

des îlots de chaleur, sans aucun endroit pour se rafraîchir, hormis les supermarchés... Et ce sont les jeunes ayant ouvert des bouches à incendie qui sont montrés du doigt et verbalisés, alors qu'on continue à arroser les golfs et que les plus aisés vivent et évoluent en permanence dans des lieux climatisés et bien plus végétalisés.

La France est un pays riche, mais les services publics sont dans un état lamentable, particulièrement exposés à la vague de chaleur : dans les Ehpad et les hôpitaux, puisque 60 % du bâti hospitalier est considéré comme vétuste ; dans les écoles, collèges et lycées qui n'ont bénéficié d'aucune rénovation énergétique ; dans les transports en commun, peu ou pas climatisés, dont salariés et usagers subissent la surchauffe, les pannes et les annulations.

Pourtant, selon le rapport Oxfam, l'adaptation de la France d'ici à 2050, coûterait 20 milliards d'euros, soit seulement dix-sept mois de bénéfices de TotalEnergies, un des premiers responsables du réchauffement. Une somme dérisoire pour le capitalisme, mais pas touche aux profits !

URGENCE CLIMATIQUE ET URGENCE RÉVOLUTION

Face à cette logique qui conduit toute l'humanité droit dans le mur, nous pouvons faire valoir nos priorités : nos vies avant leurs profits, particulièrement au moment où la vague de chaleur met notre santé en danger. Le gouvernement ne prend aucune responsabilité, on le voit bien dans l'Éducation nationale où le ministre renvoie toute prise de décision de fermeture aux collectivités, alors que les classes sont transformées en étuves. Car pour les patrons, il faut préserver la productivité coûte que coûte et il faut donc que les parents puissent venir travailler... comme si de rien n'était.

Le 29 mai dernier, un ouvrier de 19 ans est mort après une journée en pleine chaleur sur un chantier. Alors que la France détient le triste record du nombre de morts au travail d'Europe, avec plus de 700 chaque année, il risque d'y en avoir d'autres suite à l'épisode que nous traversons.

La seule manière de nous protéger, c'est de réagir collectivement. Au mois de juin l'année dernière, des grèves et des droits de retrait ont été organisés par les travailleurs du transport. Cette année, il y a aussi des réactions. Par exemple, les débrayages se succèdent au technicentre industriel SNCF de Rouen Quatre Mares : pas question de travailler dans des ateliers à plus de 40 °C.

Adaptation des activités et des horaires de travail, ou ne pas travailler du tout : ce sont les salariés les mieux placés pour décider. Les profits grimpent, la chaleur monte, inversons les courbes en comptant sur nos luttes !

• 22/06/2026

Violences sexuelles contre les enfants : non à l'aiguïsement du glaive de la justice !

Le lundi 22 juin, le Premier ministre Sébastien Lecornu annonçait que les missions d'inspection de la gendarmerie et de la justice sur l'« affaire Lyhanna » (cette enfant de 11 ans, violée puis tuée, et son corps découvert dans un silo à grains le 4 juin) concluaient à une « chaîne de protection [qui] avait failli » mais ne devrait « cependant pas conduire à jeter l'opprobre ni sur la gendarmerie nationale ni sur l'autorité judiciaire dans leur ensemble ». Et d'ajouter qu'il faudrait « en tirer toutes les conséquences, y compris individuelles ». Lecornu ne veut probablement pas la démission de Darmanin, plutôt la traque de quelques boucs émissaires parmi les petites pointures de la police et de la magistrature. Et qui peut croire que les 70 000 dossiers non traités à ce jour pourraient l'être d'ici le 14 juillet ? Ou que les trois millions de plaintes déposées auprès de la police et la gendarmerie pourraient remonter rapidement aux parquets ?

Après la marche blanche de 6000 personnes, le 7 juin, dans le Gers, des milliers de personnes ont continué à se rassembler devant des tribunaux, une vague d'émoi légitime mais qui, par son ciblage de la justice et de la police, pour dénoncer leur défaillance ou manque de moyens, offre un terrain de choix aux champions du « tout sécuritaire » dans le pays, au premier rang desquels l'extrême droite. En sirotant du champagne à Monaco, Jordan Bardella criait à « l'effondrement du système judiciaire et à l'autorité bafouée ». Bruno Retailleau propose de contraindre « les individus les plus dangereux » à une « castration chimique ». Et d'en appeler, dans ces milieux, à la « peine de mort pour les pédos »...

Dans les marches blanches et rassemblements, des pancartes d'un autre bord étaient présentes, demandant l'application d'une « loi intégrale » concernant « l'ensemble de la chaîne de violences, de leur prévention à leur répression ». Ses 79 articles (dont le dernier porte sur son financement par une taxe supplémentaire sur le tabac !), ont été déposés en décembre 2025 par une députée socialiste, dans une démarche « transpartisane » associant des députés de droite. Elle est portée par des associations et collectifs féministes et s'inspire d'une législation espagnole qui aurait fait baisser le nombre des féminicides.

Mais qui dit loi, dit recours à des institutions qui sont là pour défendre la propriété privée et l'ordre social au service

de la classe bourgeoise, plutôt que traiter des questions de société ou de « vivre ensemble ». Les institutions policières et judiciaires sont expéditives contre les écarts de jeunes de banlieue voire les interventions de militants syndicaux contestant l'exploitation patronale, elles sont en revanche défaillantes contre les coupables d'agressions sexuelles. Macron avait présenté comme cause nationale de son quinquennat les violences faites aux femmes, mais des maternités sont fermées, des subventions aux associations venant en aide aux femmes supprimées, les budgets de services utiles à la population réduits. Oui, il faudrait des moyens pour l'éducation, pour les hôpitaux, pour le social ! Pas pour les flics et les juges !

Et le capitalisme, à savoir un système où les puissants et les riches imposent leur exploitation du travail humain, s'appuie sur un système patriarcal qui fragilise les enfants et les femmes. Les violences sexistes et sexuelles s'exercent pour la plupart dans le secret et le silence des familles, protégées par des institutions qui précisément montent au pinacle « famille » et « patrie » ! Ce n'est pas de là que viendra l'écoute et la protection des enfants et des femmes. La vraie révolution viendra d'en bas, de la solidarité agissante d'associations et partis militant pour l'émancipation sociale et du genre humain... de tous les genres humains !

MARINA KUNÉ

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 60 • 25 JUIN 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »

ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP 10147, 75562 PARIS CEDEX 12

BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,

AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION

AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0528D11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT

30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE

TÉL. : 01 49 63 66 66

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN 20€
• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP10147, 75562 PARIS CEDEX 12

Les droits LGBTI : un combat de la classe ouvrière

À l'heure où les attaques contre les personnes LGBT se multiplient dans de nombreux pays, dont les États-Unis de Trump, où les idées réactionnaires et d'extrême droite ont le vent en poupe, il va de soi que le mouvement ouvrier révolutionnaire est de toutes les prides. Face au patronat qui exploite et à l'État qui opprime, les travailleurs et les travailleuses ont à lutter pour l'égalité des droits dans leurs propres rangs, par-delà les genres et sexualités ; lutter contre la mise en concurrence et la division sur lesquelles repose le capitalisme ! Seules nos luttes peuvent arracher des droits, les faire appliquer et les conserver ! Si cette société capitaliste est patriarcale, anti-LGBTI, raciste, alors il faut la renverser.

C'est en 1917 que le premier État ouvrier, la Russie, sous l'impulsion de la révolution d'Octobre, a fait voler en éclats le système permettant l'exploitation et la domination.

LA RÉVOLUTION RUSSE OUVRE UNE BRÈCHE

Lorsque les travailleurs renversent le pouvoir des capitalistes et des grands propriétaires lors de la révolution russe de 1917, ils ne se contentent pas de s'attaquer à l'exploitation économique. Ils remettent également en cause les oppressions héritées de l'ordre ancien. Sous le régime tsariste, l'homosexualité était criminalisée. Les personnes homosexuelles risquaient la prison, alors que l'Église orthodoxe entretenait une morale profondément réactionnaire sur les questions de sexualité et de famille. Avec la

Aucune conquête n'est définitivement acquise, les droits démocratiques ne peuvent être garantis que par la mobilisation consciente des travailleurs et des travailleuses eux-mêmes.

révolution, le nouveau pouvoir soviétique abolit l'ancien code pénal tsariste. En supprimant les lois qui criminalisaient les relations

homosexuelles consenties entre adultes, la Russie soviétique devient l'un des premiers États au monde à dépénaliser l'homosexualité. Cette avancée n'est pas le résultat d'une campagne spécifique menée par un mouvement LGBT, qui n'existait pas encore sous sa forme actuelle. Elle découle de la volonté révolutionnaire communiste de balayer l'ensemble des lois oppressives héritées de l'ancien régime.

L'ÉMANCIPATION NE SE DIVISE PAS

Ce même pouvoir révolutionnaire a instauré la légalisation et facilitation du divorce, l'accès à l'avortement, l'égalité juridique des femmes, supprimé donc les lois réprimant l'homosexualité. Il a combattu le pouvoir de l'Église et posé les bases matérielles d'une émancipation réelle par la prise en charge par la société de tâches reposant auparavant exclusivement sur les femmes. D'où des cantines, des crèches... Ces conquêtes n'ont cependant pas survécu à la montée de la bureaucratie stalinienne qui, dès les années 1930, a réintroduit la pénalisation de l'homosexualité, renforcé le contrôle de l'État sur la famille et mené une politique profondément conservatrice sur



les questions de mœurs. Aucune conquête n'est définitivement acquise, les droits démocratiques ne peuvent être garantis que par la mobilisation consciente des travailleurs et des travailleuses eux-mêmes.

UN COMBAT TOUJOURS ACTUEL

Aujourd'hui encore, les gouvernements de droite comme de gauche au service du patronat cherchent à diviser la classe ouvrière pour mieux l'exploiter. Les dirigeants et puissants qui nous font la morale peuvent pourtant faire ami-ami avec des Epstein et autres « pourris » que leur système engendre. Combattre les discriminations, c'est renforcer l'unité des exploités contre ceux qui vivent de leur exploitation.

M. K.

BUDGET 2027 : LECORNU TANCE SES MINISTRES

Début juin, Lecornu a envoyé à ses ministres une « Lettre de cadrage pour la préparation du projet de loi de finance 2027 », avec de nombreux points d'exclamation, des passages soulignés, et des annotations en marge. En effet, lors des premières réunions préparatoires, les ministres ont fait état de demandes de nouvelles dépenses s'élevant à 24 milliards d'euros. Inacceptable pour Lecornu qui prétend toujours vouloir réduire le « déficit public » à 3 %, c'est-à-dire mettre en place un véritable budget de guerre avec de nouvelles coupes sombres dans les services publics. Déjà, en mai dernier, au prétexte de la guerre au Moyen-Orient, le gouvernement a annulé 6 milliards de crédits. Et à la fin du mois, un nouveau « comité d'alerte des finances publiques » doit se tenir qui, n'en doutons pas, actera de nouvelles coupes. Tout cela pour financer le budget de l'armée et les cadeaux au grand patronat !

LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE : LE SÉNAT VOTE... SANS ALLOUER LES CRÉDITS

Le 9 juin, la loi de programmation militaire, qui prévoit d'augmenter de 36 milliards le budget de l'armée, a été adoptée par le Sénat. Sauf que l'article 2 qui alloue les crédits a été retiré ! En effet, macronistes et LR n'arrivent pas à se mettre d'accord. Alors que Macron a annoncé 36 milliards de budget supplémentaire, la droite, dans une surenchère toujours plus grande, a réclamé 50 milliards ! Heureusement, Rachid Temal, sénateur PS, a proposé ses services pour « trouver un compromis » : « la clé, c'est l'acceptation sociale »...

AURÉLIEN PÉRENNA

Mort du Scaf : Mélenchon vole à la rescousse de Dassault

Si Mélenchon a un plaisir particulièrement coupable, c'est celui de jouer le commercial pour Dassault Aviation. Dans un post sur ses réseaux sociaux le 11 juin, il est revenu sur l'annonce de l'abandon du Scaf, un chasseur aérien qui devait être le fruit d'une collaboration entre la France, l'Allemagne et l'Espagne. Ce projet a été mis au rebut, car les deux principaux industriels - Dassault et Airbus Defence and Space - se menaient la guerre pour contrôler le pilotage du projet, et donc l'essentiel des subventions et bénéfices.

Plutôt que de se réjouir de l'échec d'un programme qui visait à créer des engins de mort, aux seuls bénéfices des industriels, Mélenchon se réjouit surtout que les industriels français soient « enfin dégagés de la calamiteuse liaison avec l'Allemagne [...] » Et si Airbus Defence and Space ne s'est pas incliné face à Dassault dans l'affaire, c'est parce que l'entreprise serait à la solde des « influenceurs antifrçais », qu'il entend chasser en 2027.



Pour Mélenchon, le monde est simple : il y a les bons patrons français et les mauvais « antifrçais ». Ce chauvinisme vise à défendre les intérêts des patrons de l'armement, mais certainement pas ceux de leurs travailleurs, qu'ils soient employés par Saab, Airbus ou Dassault.

ANTOINE MELK

BARDELLA : LE RACISME SANS FRONTIÈRE

Alors que Marine Le Pen est dans l'attente de la décision de la cour d'appel dans l'affaire des assistants parlementaires européens, qui sera rendue le 7 juillet et décidera du sort de sa candidature à l'élection présidentielle, Bardella, déjà bien positionné sur ses starting blocks de remplaçant, parcourt l'Europe pour jouer à l'« homme d'État ». Après l'Italie, le Portugal et la Belgique, Bardella a passé deux jours en Pologne les 18 et 19 juin. Visite qui se limite en réalité et pour l'heure à ses amis d'extrême droite.

À Varsovie, c'est avec Krzysztof Bosak, membre de la coalition « Confédération liberté et indépendance » et son acolyte Slamowir Metzen, candidat à l'élection présidentielle pour cette

coalition, qui déclarait publiquement en 2019 vouloir « une Pologne sans Juifs, sans homosexuels, sans avortement, sans impôts, ni Union européenne » qu'il aura passé le plus de temps. Cela n'aura pas empêché Bardella, décidément né avant la honte, d'aller déposer une gerbe de fleurs devant le monument aux héros du ghetto de Varsovie...

Le clou du voyage a été d'aller se faire filmer près de la barrière métallique d'environ 180 kilomètres de long, munie de systèmes électroniques de surveillance hyper sophistiqués, construite par l'État polonais le long de sa frontière avec la Biélorussie. Accompagné de gardes portant mitraillettes au poing, celui qui se plait à rêver d'unifier la droite et l'extrême droite à l'échelle

européenne, en a profité pour vanter les mérites du contrôle militarisé des frontières de l'Europe face « au déferlement migratoire »... en taclant au passage la politique de la Russie et celle « de son proxy la Biélorussie ». Oublié le temps où le RN désignait l'Union européenne comme l'ennemie principale du « peuple français », vive le temps de « l'Europe forteresse » ! Une occasion supplémentaire pour Bardella de signer la fin du bail des relations privilégiées entretenues entre la Russie de Poutine et le Rassemblement national de Marine Le Pen ; une façon de clore la période d'hégémonie de celle-ci sein de l'appareil dirigeant du parti. Le présidentiable Bardella s'aligne définitivement sur le credo anti-russe de l'impérialisme français, comme tous ses serviteurs zélés.

MARIE DAROUEN

Iran – États-Unis : un accord qui acte l'échec de Trump

Après la signature le 17 juin du protocole de fin de conflit, par le président iranien Pezeshkian depuis Téhéran et par Trump depuis le château de Versailles, des négociations entre les États-Unis et l'Iran ont débuté le 21 juin en Suisse. Elles doivent, sous soixante jours, aboutir à un accord définitif, sous médiation du Pakistan et du Qatar.

UN PROTOCOLE TOUT BÉNÉFICE POUR LE RÉGIME IRANIEEN

Trump menaçait d'anéantir « toute la civilisation » perse et de ramener le pays « à l'âge de pierre ». Mais le protocole qui vient d'être signé marque une véritable défaite de sa politique guerrière.

Avec la cessation immédiate et définitive des opérations militaires « sur tous les fronts, y compris au Liban », les États-Unis promettent la fin de « toute menace ou recours à la force », le retrait de leurs forces « des environs de la république islamique d'Iran » et de « s'abstenir de toute ingérence » dans les affaires intérieures. L'accord promet la levée des sanctions économiques, le dégel des avoirs et déblocage des comptes, des dérogations du Trésor américain « pour l'exportation de pétrole brut iranien, de produits pétroliers et de leurs dérivés, ainsi que pour tous les services associés, y compris les opérations bancaires, les assurances, le transport » : un protocole pour le moins favorable à l'Iran.

S'y rajoute la promesse d'un plan « d'au moins 300 milliards de dollars [presque le PIB annuel du pays] destiné à la reconstruction et au développement économique » du pays. Nul ne sait qui le financera : pas le Trésor américain, mais pourquoi pas, évoque la presse, les pays pétroliers voisins. Ce serait une façon pour leurs capitaux de toucher une part des « dividendes de la paix ».

Malgré les déclarations tonitruantes pour justifier la guerre, le problème était surtout le contrôle du marché pétrolier que la guerre a, au contraire, gravement perturbé.

RETOUR À... L'ACCORD ANNULÉ PAR TRUMP

En échange, la République islamique « ré-affirme qu'elle ne se procurera ni ne mettra au point d'armes nucléaires », s'engage à éliminer ses stocks de matières enrichies et à négocier les suites de son programme. Mais en attendant, elle n'a qu'à maintenir « le statu quo actuel [...] et les États-Unis d'Amérique n'imposeront aucune nouvelle sanction et ne déploieront pas de forces supplémentaires dans la région ». Ce n'est rien de plus que l'accord sur le nucléaire, signé en 2015 sous Obama. Mais, malgré les déclarations tonitruantes pour justifier la guerre, le problème était surtout le contrôle du marché pétrolier que la guerre a, au contraire, gravement perturbé.

Le protocole prévoit la levée du blocus naval des États-Unis sur l'Iran, le rétablissement de la circulation dans le détroit d'Ormuz, sans que l'Iran n'y prélève, pour le moment, de droit de passage, et de futures discussions avec les autres États du Golfe.

NÉGOCIATIONS ET COUPS DE PRESSION

Bien des rebondissements sont encore possibles, l'armada américaine est toujours sur place, menaçant de marchandages à coups de bombes sur la population iranienne. Les premiers accroc n'ont pas tardé. Le 20 juin, le point de passage stratégique a de nouveau été fermé par l'Iran, avec des menaces de remise en place d'un péage, suite aux attaques israéliennes contre le Liban.

Sur le réseau Truth Social, Trump a répliqué : « Il n'y aura AUCUN PÉAGE dans le détroit d'Ormuz [...], à moins qu'il ne soit imposé par les États-Unis d'Amérique [...] pour les services rendus comme ange gardien des



Après le massacre en Iran on passe l'éponge à Versailles

pays du Moyen-Orient. » Mais montrer les muscles en menaçant au passage ses propres alliés régionaux, ne peut masquer l'échec de son agression de février dernier.

SUR LE DOS DU PEUPLE IRANIEEN

Faute d'avoir réussi à renverser le régime iranien pour trouver, dans la dictature elle-même, une équipe de rechange plus docile, Trump bat en retraite, après des milliers de morts, des destructions d'installations industrielles et d'habitations bombardées. Tout en cherchant peut-être demain, voire au cours du nouveau round de négociations qui s'engage, comment avancer au moins ses intérêts économiques dans le pays.

Les dirigeants de l'Iran, les gardiens de la révolution, qui ont la main sur les principales institutions politiques et sur les secteurs clés de l'économie, ne peuvent que se réjouir d'avoir infligé un tel revers à Trump – quitte à accepter de passer sous silence le sort du peuple palestinien dans le protocole.

Les classes populaires iraniennes, elles, paient le prix fort. Entre mai 2025 et mai 2026, l'inflation a atteint 84 %, et même 131 % pour l'alimentation. Depuis le début de la guerre, au moins 2 millions de personnes ont perdu leur emploi... Dans l'immédiat, la dictature iranienne peut sortir renforcée par la déconfiture des États-Unis, y compris s'en servir contre tous ses opposants, ces jeunes et militants syndicaux qu'elle jette en prison à chaque contestation. Mais la colère de la rue, les grèves qui se sont multipliées ces dernières années pourraient bien éclater à nouveau, dans une situation sociale encore pire que celle d'avant la guerre, à la fois contre le régime, ses privilégiés et sa dictature, et contre les États-Unis, responsables de tant de destructions et de l'aggravation des conditions de vie.

JEAN-BAPTISTE PELÉ

ISRAËL SOMMÉ DE NE PAS PERTURBER LA DIPLOMATIE DE TRUMP, MAIS MAINS LIBRES POUR LES CRIMES DANS SON PRÉ CARRÉ

La signature, le 17 juin, du protocole d'accord entre Iran et États-Unis a suscité la colère de tout ce qu'Israël compte de faucons. Netanyahu l'a saluée par plus de 150 nouvelles frappes sur le Sud-Liban les 18 et 19 juin. Surenchéri par son ministre de la Sécurité, Ben Gvir, clamant que « tout le Liban doit brûler ».

Si les États-Unis ont jusque-là soutenu toutes les opérations militaires israéliennes au Liban, si Trump a personnel-

lement encouragé les projets de Netanyahu d'annexer Jérusalem et coloniser toute la Cisjordanie, approuvé sa guerre à Gaza, il ne faudrait pas que les ambitions du protégé ne perturbent les calculs régionaux de la grande puissance. Netanyahu a pour l'instant dû s'y plier. Le cinquième round de négociations à Washington entre Israël et le gouvernement libanais s'est ouvert mardi 23 juin dans le cadre d'un nouveau cessez-le feu sur lequel est censée veiller une cellule de gestion du conflit mise en place par l'accord États-Unis-Iran.



FRAPPES ISRAËLIENNES AU SUD LIBAN, SAMEDI 20 JUIN 2026.

Mais qu'en est-il du sort du peuple libanais ? Les plus d'un million de déplacés qui ont dû fuir le Sud-Liban, et dont quelques-uns ont repris la route dès l'annonce de l'accord, ne retrouveront chez eux qu'un tas de ruine. Si tant est qu'Israël, qui proclame sa volonté de conserver sa « zone de sécurité » – un sixième du territoire libanais qu'occupe aujourd'hui son armée –, les laisse revenir.

Et dans ce qui est considéré par les grandes puissances comme son pré carré

(Gaza, Cisjordanie), c'est mains libres pour Israël. Une enquête effectuée sous l'égide de l'ONU et récemment publiée souligne qu'à Gaza, depuis « le cessez-le feu d'octobre 2025, des enfants continuent d'être tués et gravement blessés, Israël continuant à faire fi du cessez-le feu et de la protection que le droit international impose d'accorder aux enfants palestiniens ».

OLIVIER BELIN

Bolivie : un accord syndical contre la mobilisation populaire

Après l'échec de deux décennies de gestion de la gauche sur le continent, l'extrême droite est arrivée par les urnes au pouvoir en Argentine, au Chili, Équateur, Honduras, Salvador, tout récemment en Colombie et au Pérou, et peut-être bientôt au Brésil. Mais les travailleurs et la jeunesse résistent et même parfois plus comme dans ce pays andin enclavé qu'est la Bolivie. L'action militante de milliers de mineurs, des travailleurs des villes, et de paysans indique une autre voie possible.

UNE EXPLOSION SOCIALE

Il a suffi d'une étincelle - la fin des subventions sur les carburants décrétée par le gouvernement conservateur de Rodrigo Paz - pour qu'un soulèvement de plus de 50 jours embrase les villes et les campagnes de ce pays de plus de 12 millions d'habitants. À ses montagnes andines, indiennes et pourvues de richesses minières, dont le lithium essentiel pour l'industrie mondiale, s'oppose une plaine destinée aux exportations de produits agricoles et de gaz, accaparées par une bourgeoisie d'origine européenne. Le pays est riche, inégalitaire avec de fortes traditions combatives dans les mines et les campagnes et une bourgeoisie peu partageuse : un cocktail explosif dont l'actuel gouvernement n'a pas mesuré l'instabilité, ni d'ailleurs son cabinet de conseil, qui épaula aussi les présidents d'Argentine et du Honduras.

Les grèves touchant 20 % du secteur minier et le *Magisterio* urbain (le corps des enseignants) se sont complétés des actions des militants paysans (en lutte contre le décret 1720 qui libéralise l'accès à la terre) et des travailleurs du secteur informel sans contrats (80 % des travailleurs) et surtout plus d'une centaine de blocages de routes. Le mouvement est encadré par la Centrale ouvrière de Bolivie (COB) qui organise trois millions de syndiqués (dont les comités de quartiers et les collectifs paysans), il est stimulé par des assemblées ouvertes (*cabildos*). Ce bloc social organise les deux tiers de la force de travail du pays avec une contradiction décisive. D'un côté, le mouvement affronte l'État et la répression en déjouant des chocs directs à coups de dynamite des mineurs, comme à San Julian où l'organisation des travailleurs a repoussé une attaque de 3 000 policiers et de milices d'extrême droite, et aussi en empêchant l'action de la police des frontières. De l'autre, la base syndicale et les assemblées ne contrôlent pas la nouvelle direction de la COB élue fin 2025.

LE PROBLÈME DE LA DIRECTION DU MOUVEMENT

La bourgeoisie bolivienne s'impatiente : son pouvoir est contesté mais surtout elle a peu de prise sur la situation. Ses décisions ne sont pas appliquées, l'armée est publiquement divisée. Heureusement pour elle, la COB lui offre une solution de sortie avec un accord surprise. Immédiatement accepté par le président Paz, et immédiatement critiqué par la bourgeoisie bolivienne... et la base du mouvement. L'accord prévoit la fin des accords avec le Fonds monétaire international, les retraites à 100 % du salaire, des conventions collectives, des primes et un festival des promesses pour faire cesser la mobilisation. Ce n'est pas la répression qui fait lever les blocages mais la COB. Les causes de l'explosion sont toujours là, et pas sûr que les centaines de milliers de militants de la mobilisation se laissent faire. Mais pour cela, ce sera à la base de décider.

TRISTAN KATZ

La jeunesse albanaise mobilisée contre Trump et ses larbins

Depuis plusieurs semaines, un mouvement surnommé la « révolution des flamants roses » grandit en Albanie contre les projets d'investissement du clan Trump. Derrière eux, les manifestants visent le gouvernement d'Edi Rama, et au-delà.

Depuis 2024, Jared Kushner et Ivanka Trump - respectivement gendre et fille du président américain - projettent la construction d'un complexe hôtelier de luxe sur l'île de Sazan, au large de la côte albanaise, près de la seconde ville du pays, Vlorë. Dès le début, le projet a suscité des oppositions. Situé en plein milieu du delta de la Vjosa, l'un des derniers fleuves européens dont le cours est en grande partie épargné par l'homme, il menace notamment une zone protégée avec de nombreux flamants roses - d'où le nom pittoresque de ce mouvement.

LES « FLAMANTS » VOIENT ROUGE

La récente flambée est survenue après une nouvelle visite de Kushner et Ivanka Trump et le début de clôtures de terres. Mais elle vient aussi dans la foulée de manifestations, entre décembre et avril derniers, qui ont viré à l'affrontement violent avec la police à Tirana et qui réclamaient la démission du Premier ministre Edi Rama¹. Ces manifestations visaient - aussi et déjà - la corruption et une politique d'alignement sur l'impérialisme occidental. Après avoir accepté l'installation de camps de concentration pour migrants expulsés d'Italie (espérant ainsi accélérer l'entrée dans l'UE), le gouvernement Rama permet l'installation d'un « quartier général pour opérations spéciales » de l'armée américaine. Il s'est systématiquement rangé derrière les gouvernements américain et israélien, à l'ONU, lors des débats sur le génocide en Palestine.

Sans surprise, derrière le slogan général - et non dénué de nationalisme - de « *L'Albanie n'est pas à vendre* », les dernières mani-

festations, de plus en plus nombreuses, ont à nouveau embrayé sur des critiques générales de la corruption. Elles exigent la démission de Rama, vu comme soutien du projet. Les nombreuses pancartes des manifestants ont un ton radical : « *Quand les étudiants se révoltent, l'État tremble* » ou « *S'il n'y a pas de justice pour le peuple, il n'y aura pas de paix pour le gouvernement* ». Et tandis que les manifestations du début du printemps ont pu être en partie marquées par l'opposition politique conservatrice derrière Sali Berisha, les jeunes sont nombreux à exprimer leur dégoût pour les deux principaux partis. Contre ces deux faces d'un même système corrompu jusqu'à la moelle, des pancartes clament : « *Rama en prison, Berisha en prison* ». Et la politique des États-Unis leur donne raison : Trump a levé ce 12 juin les lourdes sanctions contre Berisha - équivalentes à celles qui pèsent sur les principaux dirigeants russes -, se ménageant un éventuel pion de rechange.

UN NOUVEAU « PRINTEMPS DES BALKANS » ?

Longtemps davantage tentée par l'émigration que par la mobilisation, la jeunesse albanaise emboîte le pas à la jeunesse turque, serbe, grecque ou encore bulgare et roumaine. Le 23 mai à Belgrade, de nouvelles manifestations accompagnées d'affrontements violents avec les forces de l'ordre ont rappelé que le mouvement en Serbie, autour de thèmes et revendications similaires à celui d'Albanie, est loin d'être endormi. Le « printemps des Balkans » semble bien reparti pour une nouvelle saison.



DIMA RÜGER

1. Du Parti socialiste, héritier plus ou moins direct du Parti des travailleurs albanais d'Enver Hoxha.

La Coupe du monde du racisme est bien partie

On croyait avoir tout vu avec la Coupe du monde de football 2022, et ses stades édifiés au Qatar sur les cadavres de milliers d'ouvriers népalais ou indiens morts d'épuisement au travail. Mais l'édition 2026 se donne bien du mal pour la dépasser en ignominie.

Les États-Unis de Trump, coorganisateurs avec le Canada et le Mexique, se sont arrogés la part du lion des matchs. Cela ne les empêche pas de soumettre les équipes non occidentales (Uruguay, Sénégal, Ouzbékistan...) à des fouilles poussées avec chiens renifleurs. Des joueurs du Moyen-Orient ont subi des interrogatoires de plusieurs heures. L'arbitre somalien Omar Ar-tan a pour sa part carrément été refoulé, tandis qu'il était officiellement sélectionné car un des meilleurs arbitres africains. Motif ? Tous les Somaliens sont des terroristes en puissance pour Trump.

Toutes ces mesures vexatoires et humiliantes, condensé du sort des migrants aux États-Unis, s'inscrivent dans une propagande visant à les effrayer. Mais le chef des festivités, Gianni Infantino, ne trouve rien à redire : « *La Fifa n'intervient pas dans l'octroi des visas.* » Il soutenait en revanche en février dernier les projets de Trump à Gaza, qui prétend, entre autres mensonges, dépenser 75 millions de dollars pour reconstruire des stades – une autre manière d'enterrer les 400 membres de la Fédération palestinienne de foot, dont une centaine d'enfants, assassinés dans l'enclave par l'armée israélienne depuis 2023...

MATHIEU PARANT

++

MONDIAL 2026

Des couvre-feux pour tacler la jeunesse

Toulouse, Clermont-Ferrand, Narbonne, Perpignan, Moulins (Allier)... les couvre-feux se sont multipliés à l'approche de la Coupe du monde de foot. Au prétexte de protéger les mineurs, des maires leur interdisent de circuler la nuit, à moins d'être accompagnés d'un adulte, dans leurs villes. Enfin, pas exactement : dans les centres-villes seulement, là où se concentrent les bars et restaurants les plus fréquentés et les plus chics. Que des jeunes errent la nuit dans les quartiers populaires n'est en fait pas leur problème. Et des nuits particulières sont ciblées : celles où se jouent les matchs de l'équipe de France, mais aussi les matchs de celles de Tunisie ou du Maroc. De quoi donner aux flics matière à contrôler l'identité de tout jeune qui ressemblerait de près ou de loin à un Arabe...

Si ces maires voulaient vraiment protéger la jeunesse, ils commenceraient par rétablir les moyens coupés à l'aide sociale à l'enfance, qui n'est souvent plus en mesure d'héberger les jeunes dont la garde est retirée à leurs parents violents...

M. P.

120 milliards de plus pour faire sauter le monde

Les dépenses des puissances nucléaires pour le développement et l'entretien de leurs arsenaux ont atteint presque 120 milliards de dollars en 2025. À eux seuls, les États-Unis représentent plus de la moitié de cette somme, avec 70 milliards et 20 % d'augmentation par rapport à 2024.

La France est loin derrière, mais son arsenal est loin d'être négligeable. Sa puissance de feu équivaut à 2 733 Hiroshima. Dans son discours de l'île Longue de mars dernier, Macron a fait légèrement évoluer la doctrine nucléaire du pays. Alors que, depuis la fin de la guerre froide, l'arsenal tendait à se rétrécir, il a annoncé qu'il fallait plus d'armes et des armes plus meurtrières encore pour pouvoir couvrir un périmètre plus large, la France devant occuper le terrain européen que la puissance américaine délaisse.

Deux gros projets sont actuellement en voie de développement : les missiles air-sol de quatrième génération, avec une portée et une vitesse plus importante, et une troisième génération de sous-marins nucléaires. Pour les mener à terme, l'impérialisme français peut compter sur tout un écosystème industriel que coiffe une poignée de grands groupes, spécialistes internationaux de la mort, dont Airbus, qui a des parts dans le missilier MDBA et dans ArianeGroup qui développe le missile mer-sol M51, et la famille Dassault qui apparaît au capital de Thales et de Naval Group, le constructeur des sous-marins. Ces groupes ont généré plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires en lien avec le nucléaire en 2025 : la dissuasion comme la guerre sont des affaires rentables.

BASTIEN THOMAS

EBOLA EN RDC : LES VIES HUMAINES VALENT PLUS QUE LES « RESSOURCES STRATÉGIQUES »

L'épidémie de virus Ebola touchant l'est de la république démocratique du Congo (régions d'Ituri et des Kivus) a franchi le seuil des 1 000 cas confirmés le 21 juin. Cette fièvre hémorragique extrêmement contagieuse et létale (le taux de mortalité des personnes infectées pouvant aller de 25 % à 90 %) est connue depuis 1976 en Afrique centrale. Il n'existe pour le moment ni vaccin ni traitement spécifique, hormis la réhydratation des malades, ce qui suppose qu'ils puissent être hospitalisés. Cette région parmi les plus pauvres au monde est en revanche riche en minerais stratégiques, coltan, cobalt, cuivre, étain et bien d'autres, dont la demande mondiale explose avec le développement du numérique, des véhicules électriques ou de l'industrie d'armement. Une ruée qui explique en grande partie que l'est de la RDC soit en guerre depuis un quart de siècle, sous la coupe de plus de 120 groupes armés différents, dont le plus connu est le M23 parrainé par le Rwanda. Ces groupes sèment la terreur dans la région et exploitent les ressources minières par le biais de creuseurs artisanaux, pour les plus grands profits des multinationales européennes, chinoises ou américaines à qui ces minerais sont revendus.

Au moins 7 millions de déplacés internes à la RDC ont fui ces groupes armés. Ces réfugiés ont bien souvent défriché des zones

« En parallèle, les pays du G7 ont massivement diminué leurs contributions financières à l'aide internationale en santé, au profit des dépenses militaires. »

forestières vierges pour y développer une agriculture de subsistance et ont été exposés au contact avec des animaux sauvages porteurs du virus, comme les chauves-souris. La guerre sans fin dans l'est de la RDC est donc à l'origine de ces flambées épidémiques récurrentes et favorise leur propagation. La région de l'Ituri héberge à elle seule près d'un million de ces déplacés vivant dans des camps surpeuplés. En parallèle, les pays du G7 ont massivement diminué leurs contributions financières à l'aide internationale en santé, au profit des dépenses militaires.

Dans le cadre du capitalisme, la « malédiction des ressources » dont souffre la RDC fait que la richesse du sous-sol ne produit que guerre, misère et souffrance pour les peuples qui y vivent.

LYDIE GRIMAL



ALLEMAGNE Des milliards pour quelques-uns, l'austérité pour la majorité !

Jeudi 18 juin, une mystérieuse « commission des retraites » a élaboré 30 « propositions de réformes ». Ce que cela veut dire, on ne nous le dit pas (encore). Mais comme toujours, le patronat chouine, et les chrétiens-démocrates (CDU) et les sociaux-démocrates (SPD) annoncent vouloir porter un nouveau coup de hache contre nos droits sociaux.

Dans les arrières-chambres, représentants patronaux et dirigeants syndicaux négocient des milliards pour la remilitarisation et de l'augmentation de l'exploitation. Pendant ce temps, il n'y aurait soi-disant pas d'argent pour nos écoles, pour la santé, les logements sociaux et la sécurité sociale.

Ce ne sont pas Rheinmetall¹, Airbus ou les grandes banques, mais les travailleurs et travailleuses qu'ils veulent faire payer. Les coupures dans les dépenses sociales et budgets sont la conséquence directe d'une politique qui met l'intérêt des capitalistes avant les besoins de la population.

LE PETIT TOUTOU DE TRUMP HABITE EN ALLEMAGNE

[...] Avec l'annonce de la fin de la guerre en Iran, le chancelier conservateur Merz montre une fois de plus ce qu'il est : un pitoyable suiveur de la politique de Trump. Dès cette semaine, le gouvernement allemand a annoncé vouloir être capable d'agir dans le détroit d'Ormuz aussi rapidement que possible, et que deux navires de sa marine seraient déjà en route. On voit ce que vaut le baratin de Merz selon lequel la remilitarisation allemande serait défensive (contre les Russes !). Sa politique est tout aussi offensive et scandaleuse que celle de Trump.



C'est pour toutes ces raisons qu'il faut résister contre les coupes sociales et l'augmentation des budgets militaires. Le gouvernement nous cache les détails, mais nous savons ce qui nous attend : attaques contre l'assurance maladie, les retraites, le temps de travail.

Déjà, des premières manifestations ont été organisées par certains syndicats - notamment l'IG Metall et Ver.di -, le parti de gauche « radicale » Die Linke et des « initiatives sociales », comme les organisations de locataires, sans attendre de savoir à quelle sauce on sera mangé. La semaine dernière, des manifestations avaient lieu dans une dizaine de villes : environ un millier de manifestants à Leipzig, plusieurs milliers dans trois villes de la Hesse, 8 000 travailleurs et travailleuses de la santé à Hanovre le 10 juin, spécifiquement contre les attaques sur leur secteur.

Le 27 juin, à nouveau, une large alliance de syndicats et organisations de gauche et d'extrême gauche appelle à manifester sous le mot d'ordre de « ça suffit ! » Tous les acquis qu'ils attaquent aujourd'hui ont été gagnés par la lutte - il faudra les défendre en luttant !

À PARTIR DE L'ÉDITORIAL DU 20 JUIN DE NOS CAMARADES DU RSO D'ALLEMAGNE

1. L'une des principales entreprises d'armement allemande, et l'une des principales visées par les mouvements de solidarité pour la Palestine à cause de ses nombreux contrats avec des entreprises et l'armée israéliennes.

Attrapez-les tous, les renseignements militaires !

Pokémon GO, le jeu mobile phénomène de 2016 aux 500 millions de téléchargements, refait parler de lui. Pour cause, Niantic Spatial, l'entreprise derrière l'application, a collecté une quantité ahurissante de données GPS et d'images via les smartphones des joueurs, échangeant même des récompenses contre des vidéos. Puis, non content des milliards générés par le jeu, elle a revendu ces données... à l'armée américaine, via un juteux contrat conclu en décembre dernier avec l'entreprise Vantor, la société d'intelligence spatiale, visant à « offrir des visualisations 3D air-sol précises dans des zones soumises aux brouillages GPS ».



Les joueurs seront ravis d'apprendre que leurs chasses aux monstres virtuels aident désormais les IA des drones engagés dans la guerre, en Ukraine notamment. United24, plateforme ukrainienne liée au gouvernement ayant relayé l'information, précise que ce virage militaire de l'entreprise était indiqué dans les conditions générales d'utilisation dès 2021. Les données ont donc été transmises volontairement par leurs utilisateurs. Ouf !

ROYAUME-UNI Péripéties politiciennes et pression de l'extrême droite

Keir Starmer, le Premier ministre du Royaume-Uni, a annoncé sa démission lors d'une prise de parole lundi 22 juin devant sa résidence officielle du 10 Downing Street, à Londres. Elle était annoncée depuis de longues semaines par les médias et les observateurs politiques. Il cède sous la pression d'un quart de ses députés craignant pour leur réélection, conséquence d'une déroute historique aux élections locales du 7 mai, où le Parti travailliste a perdu 1 000 sièges de conseillers municipaux.

Son gouvernement est en effet en chute libre dans l'électorat ouvrier et populaire en raison de sa politique d'austérité à l'égard des classes laborieuses. Dès son arrivée au pouvoir en juillet 2024, il avait annoncé des coupes dans les chèques énergie versés à 10 millions de retraités pour les aider à se chauffer l'hiver, provoquant un effondrement de sa cote de popularité. Il a également effectué des coupes dans les allocations pour personnes handicapées et les malades de longue durée. Parallèlement, il n'a tenu aucune de ses promesses de campagne, pas plus sur la construction de logements que sur l'amélioration du système de santé. Quant aux salaires, ils se traînent péniblement derrière une inflation qui les a en partie érodés.

Au plan politique, il subit, et accompagne, la pression du parti d'extrême droite Reform UK, qui a le vent en poupe et est crédité suivant les élections et les sondages d'entre

25 et 40 % des voix. Comme bien d'autres gouvernements, en France par exemple, il reprend à son compte la rhétorique raciste et anti-immigrés et applique lui-même la politique de l'extrême droite. Parmi d'autres mesures, il a annoncé vouloir diminuer la durée des autorisations de séjour de cinq ans à trente mois. Le délai nécessaire pour devenir résident permanent va passer de cinq à vingt ans. Par ailleurs, les demandeurs d'asile n'auront plus automatiquement droit aux aides sociales. Il a interdit Palestine Action, classant cette association pro palestinienne britannique comme terroriste au même titre que le Hamas et en a profité pour arrêter des centaines de personnes affirmant leur soutien au peuple palestinien.

Son successeur sera probablement le maire travailliste du Grand Manchester, Andy Burnham, qui vient d'être élu député lors d'une élection partielle qu'il avait provoquée à dessein dans une circonscription du nord de l'Angleterre. Mais si Burnham va tenter de redorer le blason du Labour Party d'ici les prochaines élections, il est certain que sa politique au pouvoir sera aussi dure à l'égard de l'électorat populaire que celle de son prédécesseur et aussi complaisante à l'égard des élucubrations racistes de l'extrême droite. Sauf si surgit une réaction d'ampleur de la classe ouvrière.

MICHEL GRANDRY

Dossier

Présidentielle 2027

Selma LABIB,

une candidature ouvrière et révolutionnaire

soutenue par Gaël Quirante

➔ Nous publions dans cette page le communiqué annonçant notre candidature à l'élection présidentielle de 2027, et des extraits des interventions de Selma Labib, candidate, et Gaël Quirante porte-parole national et soutien de cette candidature, devant les délégués du NPA-jeunes réunis en conférence nationale jeunes le weekend des 13 et 14 juin derniers.



Selma LABIB

30 ans, conductrice de bus

Gaël QUIRANTE

50 ans, postier en lutte pour sa réintégration et syndicaliste

« Le NPA-Révolutionnaires fait peau neuve, en assurant la continuité des candidatures ouvrières et indépendantes. »

Le comité politique national du NPA-Révolutionnaires qui s'est réuni les 6 et 7 juin a décidé de présenter à l'élection présidentielle du printemps 2027 Selma Labib, 30 ans, conductrice de bus ; candidature soutenue par Gaël Quirante, 50 ans, postier en lutte pour sa réintégration et syndicaliste.

Le NPA-Révolutionnaires fait peau neuve, en assurant la continuité des candidatures ouvrières et indépendantes du NPA d'Olivier Besancenot et Philippe Poutou, de 2002 à 2022, et en présentant une femme travailleuse. Ce choix du NPA-Révolutionnaires intervient après le refus par Lutte ouvrière, d'envisager une campagne commune, que le NPA-R a pourtant proposée derrière la candidature de Nathalie Arthaud. Le NPA-R reste convaincu qu'une apparition commune de révolutionnaires communistes dans cette campagne serait possible et souhaitable.

Selma Labib et Gaël Quirante, militants politiques et syndicalistes, feront donc campagne au nom du NPA-Révolutionnaires mais surtout au nom des intérêts de tous les travailleurs, travailleuses et jeunes des classes populaires : tous ensemble, il s'agit de résister par nos luttes et notre organisation collective à l'offensive patronale et gouvernementale contre nos conditions de travail et de vie.

Salaires, retraites, indemnités de chômage, emploi, services publics à commencer par ceux de l'éducation, de la santé et du logement, sont sacrifiés sur l'autel de centaines de milliards de subventions accordées au patronat et aux plus riches, entre autres pour financer une militarisation montante. L'impérialisme français se fait plus en plus arrogant, en Afrique et sur les cinq continents où il a des bases militaires ; également au Moyen-Orient où il soutient l'impérialisme américain et son supplétif l'État génocidaire d'Israël, contre les classes populaires de Gaza, de Cisjordanie, du Liban et d'Iran.

Ceux qui travaillent et produisent toutes les richesses doivent se mobiliser sur le terrain revendicatif et politique pour en finir avec le système capitaliste et son exploitation forcée du travail humain, pour en finir avec les oppressions en tout genre qu'il charrie, les outrages à la nature qu'il commet et les guerres qu'il intensifie. Dans un contexte de rivalités exacerbées entre puissances impérialistes pour les marchés et les profits, les bourgeoisies poussent toujours plus loin, non seulement leur exploitation du travail humain mais aussi leurs armes politiques pour tenter de diviser les travailleurs dont elles sentent la menace : montée d'idées réactionnaires, racistes et nationalistes, éruption d'un fatras d'extrême droite qui infuse dans quasiment tous les partis institutionnels. C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons : les travailleurs doivent en finir avec ces gouvernements de droite et de gauche dont les politiques anti-ouvrières ont pavé la voie à l'extrême droite.

Sans attendre 2027, Selma Labib, Gaël Quirante et les militants du NPA-Révolutionnaires sont aujourd'hui parmi et aux côtés des travailleurs en colère et en lutte pour leurs salaires, leurs conditions de travail, leurs emplois : les salariés de Decathlon, cheminots, postiers, ouvriers de l'automobile et de la chimie, et bien d'autres. Au quotidien, ils militent pour les aider à s'organiser, à s'unir et converger contre l'exploitation capitaliste, dans un mouvement d'ensemble. Sans attendre 2027 ni rien en attendre, ils défendent un programme de luttes et des perspectives communistes et internationalistes. Ils se préparent néanmoins à se servir de la présidentielle de 2027 comme d'un porte-voix à ces luttes et perspectives révolutionnaires.

Plusieurs dizaines de maires ont déjà accepté de parrainer la candidature de Selma Labib. Les militants du NPA-Révolutionnaires continueront ces prochains mois à aller à leur rencontre pour lever l'obstacle anti-démocratique des 500 parrainages nécessaires.

COMMUNIQUÉ DU
NPA-RÉVOLUTIONNAIRES
DU 17 JUIN 2023

Selma LABIB

30 ans, co

Conductrice de bus en région parisienne, Selma Labib milite depuis une douzaine d'années. Révoltée par les injustices et les inégalités de cette société, elle s'est engagée dans le combat féministe et antiraciste avant de rejoindre une organisation révolutionnaire, communiste et internationaliste : le NPA, puis le NPA-Révolutionnaires aujourd'hui. Tête de liste aux élections européennes en 2024, puis candidate à la mairie d'Ivry en 2026, elle a participé à toutes les grandes luttes de ces dernières années : lutte contre la loi Travail en 2016, Gilets jaunes en 2018, luttes contre les réformes des retraites en 2019-2020 puis en 2023. Elle est

Gaël QUIRANTE

50 ans, p
réintégra

L'année 2003 a été à la fois celle de l'arrivée de Gaël Quirante à La Poste et celle de son engagement dans sa première grève reconductible à l'occasion - déjà ! - d'un mouvement contre la réforme des retraites. Il a depuis animé en tant que représentant syndical de nombreuses mobilisations contre les suppressions d'emplois à La Poste. L'autorisation donnée à son licenciement par la ministre du Travail en 2018 a déclenché une grève de 150 postières et postiers des Hauts-de-Seine (92), qui a duré 15 mois et qui a imposé son droit à intervenir dans les bureaux de poste malgré son licenciement. Gaël Quirante s'efforce en permanence

Extraits de l'in

Salut les camarades, c'est vraiment un plaisir d'être ici pour cette conférence nationale jeunes, de voir le nombre de délégués, de savoir aussi que derrière chacun de ces délégués, il y a des groupes militants, dans de grandes villes du pays, qui font vivre nos idées communistes, révolutionnaires et internationalistes. [...] Aujourd'hui c'est la nouvelle génération Gen Z dont le nom résonne dans la jeunesse et qui remet en question l'avenir que lui promet le capitalisme. [...] On a tous pu mesurer, en participant à des grèves ou en les soutenant sur les piquets, comment nos luttes, notre classe qui s'affirme, ça peut bousculer. C'est à ces expériences-là que nos convictions de révolutionnaires sont bien accrochées.

Il y a deux franges de la jeunesse. Celle dont les parents sont des travailleurs et des travailleuses, qui est l'objet d'un tri social qu'on ose appeler éducation nationale et qui s'est encore aggravé avec Parcoursup. [...] Et il y a la jeunesse étudiante de différents

Conductrice de bus



également de tous les combats internationalistes et a notamment cherché à organiser la solidarité des travailleurs et de la jeunesse avec le peuple palestinien contre le génocide perpétré par l'État israélien. Aux côtés de ses collègues, elle est actuellement en lutte contre les conséquences de l'ouverture à la concurrence dans les transports, vaste entreprise de dépeçage d'un réseau de lignes de bus vendues par lots aux plus offrants, organisée par le patronat pour diviser les salariés et revoir à la baisse leurs conditions de travail. Selma Labib fait partie de celles et ceux en première ligne dans la vie comme sur le terrain : après plus de 15 années de rugby, elle sait que c'est le collectif qui paie !

Postier en lutte pour sa
tion et syndicaliste


de faire converger les luttes des postiers et celles d'autres entreprises, la lutte contre la loi Travail de 2016 en a fourni tout particulièrement l'opportunité. Mais il s'efforce aussi de tisser des liens avec les luttes de la jeunesse. Regrouper les forces du monde du travail et de la jeunesse, c'est un des fils conducteurs de son activité militante. Avec l'internationalisme. Il se bat actuellement contre l'acharnement judiciaire de la direction de La Poste, contre une offensive générale de criminalisation de la lutte syndicale et politique, dans le monde du travail comme dans la jeunesse.

Extraits de l'intervention de Gaël Quirante à la CNJ 2026 :

Bonjour à tous les camarades... Dans cette conférence nationale du secteur jeune du NPA-Révolutionnaires, on veut affirmer avec force la nécessité de renforcer le camp des révolutionnaires dans les entreprises et auprès de la jeunesse. La situation l'exige. Face aux guerres, à la guerre sociale qui est menée et à la guerre tout court qui est préparée. Mais surtout, on est convaincu non seulement que la situation l'exige, mais que c'est aussi possible. Nous sommes effectivement des communistes, des internationalistes et révolutionnaires, et quand on lit et qu'on écoute des ennemis de classe, tout de suite ça met vent debout.

Je voulais commencer par une citation, précisément d'un ennemi de classe qui détermine notre quotidien. En juillet 2008, il disait : « *Moi, j'aurais supprimé les 35 heures. Les Chinois travaillent 45 heures, ils dorment sur place dans leur usine, ils font de bons produits, pas chers. La France ne travaille pas. Les 35 heures, c'est le cancer de la France.* » En novembre 2012, ce même ennemi de classe disait à propos du mariage homosexuel : « *On veut un pays d'homos ? Dans dix ans, il n'y a plus personne. Il n'y a plus personne, c'est stupide. Regardez dans l'histoire, la Grèce. C'est une des raisons de sa décadence. À l'époque, décadence totale.* » En décembre 2005, le même personnage, le même ennemi de classe, en réaction aux émeutes, aux révoltes de la jeunesse ouvrière à l'assassinat de Zyed et Bouna, disait : « *Il faudrait que le père soit arrêté et incarcéré à la place de son fils mineur.* » Alors, cet ennemi de classe c'est qui ? Jean-Marie Le Pen ? L'extrême droite ? Sa fille ? Eh bien non, c'est un marchand d'armes au service de l'impérialisme français, c'est Serge Dassault, dont l'une des dernières prises de position face à la vente d'armes et de matériel militaire au colonel Kadhafi a été de dire : « *Quand on vend du matériel, c'est pour que les clients s'en servent.* » Alors pourquoi cette citation de cet ennemi de classe ? Parce qu'il y a encore très peu de temps, Jean-Luc Mélenchon nous a fait une ode à Serge Dassault, en se déplaçant dans une de ses usines. Il en est fan, comme des Rafale. « *J'admire beaucoup la maison Dassault, le travail qui a été fait pendant toutes ces années* », a-t-il dit très exactement.

En réalité, ce simple élément montre le poison que représente le nationalisme, le fait de s'aligner derrière sa propre bourgeoisie ; le poison que représente ne pas avoir confiance dans la force que représente la classe ouvrière, dans sa capacité de tout transformer. Et pour nous, l'internationalisme est chevillé au corps. Ce n'est pas seulement l'aide à tel ou tel peuple. L'internationalisme révolutionnaire, c'est la mise au centre de tout le pouvoir des travailleurs et des travailleuses, c'est de considérer que l'ennemi principal est dans notre pays, qu'on a davantage d'intérêts communs avec les travailleurs et travailleuses du monde entier qu'avec les patrons ! [...]

En 1981, avec l'Union de la gauche et Mitterrand : politiques austéritaires. En 1997, avec Jospin et sa gauche plurielle : privatisations plus que Juppé. En 2002, on nous a parlé de faire barrage républicain au FN, ces prétendus barrages qui construisent de véritables boulevards pour l'extrême droite. En 2012 encore, on nous a expliqué qu'il fallait soutenir Hollande contre Sarkozy, et ça a donné sa loi Travail de 2016, une régression totale pour la classe ouvrière. Puis Macron en 2017 et 2022 ! Et ce sont bien ces 40 années, de politiques antisociales, de politiques austéritaires et racistes qui ont fait monter l'extrême droite à 40 %.

Alors, on dit stop. On dit stop et on dit surtout il y a une alternative à ces politiques du moindre mal. Il y a une alternative au nationalisme. [...]

La campagne présidentielle qu'on veut mener, c'est une campagne militante, qui ne va pas attendre 2027 pour construire et forger les luttes, qui va essayer de regrouper le plus largement possible, le plus fortement possible, tous ceux et toutes celles qui sont convaincus que tout ce qu'a obtenu notre classe, c'est au travers de nos grèves, de nos luttes et de nos occupations. Et qu'on ne nous fasse pas la leçon. Nous sommes de toutes ces luttes.

Intervention de Selma Labib à la CNJ 2026 :

milieux, ceux qui ont réussi à passer l'épreuve de la sélection sociale, parfois des enfants d'ouvriers qu'on a érigé en modèles de la méritocratie pour faire tenir leur système pourri, ou des enfants d'intellos, de profs, d'ingénieurs mais dont une partie aussi refuse l'avenir que leur promet cette société capitaliste, et à raison. C'est le produit d'une situation [...] Comme d'habitude aux élections bourgeoises, personne ne nous attend, la porte est fermée donc on va casser les carreaux et passer par la fenêtre. Les bourgeois ont des grandes fenêtres, on pourra faire rentrer tout le monde. Parce que si on y va, c'est pour faire résonner toutes les luttes du monde du travail et de la jeunesse. Celles des travailleurs et travailleuses du privé, des services utiles, des privés d'emplois, des retraités, de la jeunesse, de tout le monde du travail. Des postiers licenciés aussi, en lutte pour leur réintégration comme mon camarade Gaël Quirante avec qui on mènera la campagne collectivement, en duo de première ligne.

En un mot, notre objectif est de mener une campagne ouvrière et révolutionnaire au service des luttes ! On sait bien que les luttes et les militants qui les animent sont minoritaires aujourd'hui. Mais c'est à partir de ces luttes qu'on peut rendre

palpables nos perspectives de renversement du capitalisme et les adresser à des millions de travailleurs et de travailleuses. [...]

Les promesses électorales, c'est pour ceux qui croient qu'on peut attendre sagement un an pour jouer notre sort à la loterie électorale. Mais c'est maintenant l'inflation, c'est maintenant les licenciements, c'est maintenant la casse des services publics au profit de l'armée. C'est maintenant qu'il faut s'organiser et rendre coup pour coup, car les patrons n'attendent pas le résultat de l'élection pour nous faire payer la crise qu'ils ont eux-mêmes déclenchée ! Parce que ceux qui perdent de vue les luttes, le rapport de force, ils se font emmener dans des impasses. Dans les douces illusions de la gauche institutionnelle ou dans la régression suicidaire de l'extrême droite.

Le combat contre l'extrême droite est indissociable du combat contre le capitalisme. Tesla est entré en bourse hier et cette opération purement financière a fait de Musk le premier « trilionnaire », l'homme le plus riche de l'histoire de l'humanité. Tout un symbole que le capitaliste en chef soit ce fils d'explo-

teur raciste d'Afrique du Sud, un trumpiste aux penchants nazis et masculinistes. Oui, il est à l'image de ce système capitaliste qui pourrit tout, même les avancées scientifiques et technologiques comme l'IA qui pourrait être un des outils qui permettent d'alléger les tâches répétitives et de diminuer le temps de travail : « Le royaume de la liberté commence seulement là où on cesse de travailler par nécessité » disait Marx.

Oui le capitalisme a fait son temps, les patrons milliardaires transforment de l'or en plomb et emmènent la société à la catastrophe. Ne les laissons pas faire. Levons bien haut le drapeau du communisme, d'une société planifiée collectivement, à l'échelle internationale, que les moyens de production modernes, qui sont le fruit de notre travail et de celui de nos anciens, nous permettent d'administrer de manière démocratique, une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions. « C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons » !

CANICULE : INÉGALITÉS À TOUS LES ÉTAGES

Contrairement à Paris intra-muros où la fête de la musique a finalement battu son plein, dans plusieurs villes de banlieue parisienne – comme à Ivry-sur-Seine ou Nanterre – les organisateurs ont décidé d'annuler plusieurs événements associatifs ou fêtes locales sur « recommandation préfectorale »... La chaleur serait-elle donc moins dangereuse à Paris qu'en banlieue ?

Prompts à annuler les événements festifs, les pouvoirs publics ont souvent assorti cela du conseil de « restez chez vous ». Un conseil certainement plein de bon sens pour ceux disposant d'une maison fraîche, d'un jardin ombragé ou d'une climatisation. Mais pour beaucoup de familles de travailleurs, les logements mal isolés se transforment en étuves dès les premières heures de la journée, sans même parler de la promiscuité. Une situation qui n'est pas sans rappeler les témoignages pendant le Covid d'artistes ou d'intellectuels vantant les délices du confinement depuis leur maison secondaire à la campagne...

Pour l'ouverture gratuite à tout le monde de lieux climatés comme les centres commerciaux, les cinémas ou les musées, on repassera par contre.

Et si la canicule était suffisamment dangereuse le week-end pour annuler des événements festifs en plein air, elle ne semble plus du tout constituer un risque suffisamment grave le lundi pour justifier de ne pas travailler... au vu du nombre de chantiers, de bus ou de cuisines qui continuent à fonctionner malgré des températures avoisinant les 50 degrés par endroit. « Restez chez vous »... mais le travail d'abord !

BORIS LETO

Stellantis Poissy : le coup de chaud des ouvriers fait reculer la direction

Lundi matin 22 juin, des dizaines d'ouvriers du montage ont arrêté le travail pour revendiquer le respect de leur première pause de 20 minutes pour manger. Au lieu de la rallonger, prétextant la chaleur, la direction avait jugé intéressant (pour elle) de la couper en deux. Au bout d'une heure, la direction a capitulé pour éviter la contagion du mouvement.



La direction joue avec son « plan chaleur » (en cas de dépassement de 32 °C : dix minutes supplémentaires de pause). Car une voiture à 30 000 euros doit sortir des lignes toutes les deux minutes, la température est prise à la station météo de Poissy. Mais à 32 °C dehors, il fait déjà autour de 37 °C sur certaines chaînes, et parfois plus de 45 °C dans des secteurs de la peinture près des étuves.

Lundi après-midi, plusieurs malaises se sont ajoutés aux absences pour maladie. Situation absurde : la direction veut absolument faire produire alors qu'on va passer de deux équipes de production à une cet automne, pour ensuite un arrêt définitif de la fabrication de voitures en 2028. Pire, depuis quelque temps, on chôme une semaine par mois et la semaine prochaine on devait chômer encore deux jours. Face aux mécontentements, ce lundi à 15 heures, la direction a finalement transformé ces deux jours chômés en quatre après-midi chômés. Elle a concédé 20 minutes de pauses supplémentaires et a fait monter des pompiers pour arroser le toit du montage.

Chaque année il y a peu de ventilateurs près des postes de travail – à côté les robots ont parfois la clim ! –, la direction refuse d'investir dans l'isolation des bâtiments, encore moins depuis qu'elle s'apprête à fermer l'usine. Dans l'immédiat, beaucoup de salariés se disent qu'il faudrait baisser la cadence, dix minutes de pause supplémentaire par heure, écourter la journée de travail voire l'annuler sans perte de salaire. La colère monte comme le thermomètre.

CORRESPONDANT

ÉDOUARD J'AI FRAIS : LE MINISTRE QUI NE CRAINT PAS LA CANICULE

Lundi 22 juin, dès 9 heures, à Gennevilliers, certaines salles d'école atteignaient 37 °C. Idem à Grenoble, où on a relevé plus de 35 °C dans plusieurs établissements.

Le ministre de l'Éducation Geffray, renommé par les collègues « J'ai frais », n'a rien anticipé : ni aménagement des locaux, ni aménagement des horaires. Il a maintenu les épreuves écrites du brevet sous la chaleur, et, pour les oraux du bac, il laisse seulement la possibilité d'en reporter certains qui ont lieu l'après-midi... Mais reconvoquer des milliers de candidats risque de poser des problèmes incommensurables, et 48 heures avant le début des épreuves aucune consigne n'est encore donnée.

Dans certaines villes, comme Isigny-le-Buat dans la Manche, ou Bois-Colombes dans les Hauts-de-Seine, face à l'inaction des pouvoirs publics, ce sont carrément les parents qui s'organisent pour poser des couvertures de survie sur les vitres, les recouvrir de blanc de Meudon ou amener des ventilateurs... Et lorsque les collègues exercent leur droit de retrait, comme dans le Val d'Oise, les chefs, les inspecteurs, et les recteurs les montrent du doigt et refusent de recevoir les délégations en présentiel, sous prétexte de... canicule !

Ateliers SNCF de Quatre Mares (Rouen) : la mobilisation paie

Jeudi 18 juin, alors que les températures commençaient à redevenir caniculaires, la direction a annoncé l'adaptation des horaires pour les agents de production, pour ceux qui le peuvent. Une mesure annoncée à la suite d'un débrayage regroupant plusieurs



centaines de collègues le matin même. C'était le quatrième débrayage depuis fin mai, avec cette revendication comme point central mais aussi pour exiger plus d'eau et d'endroits pour se reposer au frais. Personne ne voulait de nouveau se retrouver à travailler dans des ateliers à plus de 40 °C, avec quelques pauvres ventilateurs et des fontaines à eau bien peu attrayantes et trop rares pour beaucoup d'équipes.

C'est le fait même de travailler dans ces ateliers qui chauffent comme des serres qui rend la journée insupportable. Même l'INRS rappelle que de telles températures peuvent causer des coups de chaleur qui peuvent être mortels, mais aussi que travailler dans ces conditions augmente le risque d'accidents.

Alors les collègues se sont mobilisés, en AG et en débrayant devant les bureaux de la direction, quand il faisait trop chaud pour travailler ou quand la direction annonçait des mesures qui ne convenaient pas. Ces coups de colère, majoritairement spontanés, s'inscrivent dans une ambiance générale de mécontentement : nous étions plus de 50 % à être en grève le 10 juin.

Ce sont ces mobilisations déterminées qui ont permis d'arracher au patron l'adaptation de nos horaires et pas les instances de « dialogue social ». Et même si ces amé-

gements ne sont pas encore à la hauteur de ce qu'il serait vraiment nécessaire, ils sont perçus comme une vraie victoire collective, un encouragement pour la bagarre à venir contre la mise en place des pointeuses par exemple. Les AG, la grève, ce sont quand même les meilleurs thermomètres pour mesurer la force des travailleurs !

CORRESPONDANTS

10 JUIN : COUP DE COLÈRE GÉNÉRAL À LA SNCF

La grève, appelée par plusieurs syndicats cheminots, a été un succès. Pas seulement à la SNCF mais aussi des filiales privées comme Transkeo (tramway T12-T13 en région parisienne) ou Transdev à Marseille. Là où le patronat du ferroviaire a voulu instaurer la division, les cheminotes et cheminots du public et du privé ont répondu par l'unité. C'est un acquis précieux pour la suite. Le message de toutes les AG qui ont réunies de nombreux grévistes était net : « des suites, vite ! »

RATP : 50 °C dans les bus mais Castex distribue des esquimaux

Animation Glaces !

C'est l'été !!
venez vous rafraichir avec une glace ce
Mardi 23 Juin !
À Ivry et Lebrun

Les glaces seront mis
à votre dispositon en
salle machiniste

La chaleur nous concerne tous !
pensez aux collègues en vous servant pour qu'il y en ait pour tous !

Sur certains dépôts de bus comme à Ivry (94), plus de 90 % des véhicules ne sont pas climatisés. Ils sont tellement vieux qu'ils prennent régulièrement feu – dernièrement sur la chaussée dans le 13^e arrondissement. Conducteurs et usagers vivent un enfer.

Aux terminus, l'accès à des sanitaires ou à des espaces permettant de se rafraichir n'est pas garanti. Quelques serviettes humides sont parfois fournies. La direction du dépôt d'Ivry a distribué des glaces le mardi 23 juin... en précisant de « penser aux collègues en se servant pour qu'il y en ait pour tous ». Précision inutile pour des travailleurs qui n'ont pas cette mentalité de patrons !

Les salariés ont toutes les raisons d'exiger des véhicules adaptés aux fortes chaleurs, des investissements dans les locaux et la maintenance, ainsi qu'une diminution drastique du temps de travail sans perte de salaire. Droit de retrait et débrayages sont de mise : il n'y a aucune raison de bosser dans des fours quand les patrons sont dans des bureaux climatisés.

TRANSPORTS EN COMMUN LYONNAIS : TOUR D'UN RÉSEAU QUI A CHAUD

C'est la deuxième canicule de l'année et l'été n'a pas vraiment commencé... Le métro A, non-climatisé, est un véritable four (33 °C au thermomètre lundi), d'autant que la chaleur de certains systèmes informatiques est recrachée dans les tunnels. Même fournaise dans les ateliers de maintenance, dont l'architecture n'est absolument pas adaptée. À certains mécanos de journée, il a été proposé de commencer plus tôt pour finir plus tôt mais cela peut poser des problèmes d'organisation personnelle ou familiale. Et surtout, par ces chaleurs, on dort moins bien... et il faudrait en plus se lever aux aurores ? Non, il faut plutôt réduire le temps de travail ainsi que des pauses plus nombreuses dans des endroits frais.

Côté tramways, le problème est parfois inverse : les climats sont souvent surdimensionnées et sans thermostat, elles oscillent entre trop chaud et trop froid en gaspillant l'énergie. Un plan de rénovation thermique et de réduction du temps de travail est plus que jamais d'actualité, mais pas à l'agenda des financiers qui dirigent la RATP comme le Sytral.

Selma Labib @SelmaLabib

40° dans les bus mais la RATP distribue des glaces
On t'ampute la jambe mais on te donne un sparadrap
Le Titanic coule mais on lui met une rustine



EMBRASEMENT AU 115

Déjà trois grèves depuis septembre au Samu social de Paris, portées majoritairement par les écoutants du numéro d'urgence 115. En plein plan grand froid, elles et ils dénonçaient le manque criant de collègues pour répondre au téléphone et de places pour répondre aux demandes.



Ce 23 juin démarre une nouvelle grève qui sera cette fois reconductible. La direction du Samu social annonce la suppression de 1 200 places en hôtel par la préfecture de Paris. Et ce serait aux écoutants d'annoncer leur expulsion aux personnes accueillies.

La colère contre cette nouvelle mesure d'économie contre les plus pauvres s'ajoute aux conditions de travail désastreuses pourtant dénoncées depuis des mois : l'annonce est tombée dans des bureaux surchauffés à plus de 30 degrés.

Résultat : pas un écoutant sur le plateau du 115 le matin du 23 juin. Petite leçon d'écoute pour la direction : quand les travailleurs disent non, c'est non !

Pour donner à la caisse de grève



À Saint-Étienne-du-Rouvray (76) : mobilisation pour une famille menacée d'expulsion

C'est suite à un appel lancé par Noura Hamiche, conseillère municipale NPA-R (opposition), qu'une grosse quinzaine de personnes se sont retrouvées mardi 9 juin à l'aube, devant l'habitation d'une famille de quatre personnes sous le coup d'un avis d'expulsion. Pour ces militants du Npa-Révolutionnaires, de LFI, de Solidaires mais aussi des habitants du quartier choqués par une telle injustice, il n'était pas question de voir cette famille, dont l'un des enfants est en situation de handicap, se retrouver à la rue. Les flics et les huissiers ne sont finalement pas venus ce matin-là, mais un nouvel avis d'expulsion a été transmis quelques jours plus tard. Le motif invoqué est l'insalubrité du logement... ce que personne ne conteste, et encore moins la famille qui est effectivement la première à souffrir des conditions indignes dans lesquelles elle se retrouve contrainte de vivre. La municipalité, dirigée par le PCF, a entamé une procédure de démolition de cet immeuble.

Mais pourquoi ne propose-t-elle pas une solution immédiate de relogement digne à cette famille qui vit depuis neuf ans dans la commune ? Des logements vides, ce n'est pourtant pas cela qui manque, s'il faut les réquisitionner, le maire peut le faire ! Un toit c'est un droit.

CORRESPONDANTS

Une pétition est lancée, elle est en ligne ici



« ASE en colère, y'en a marre de la galère ! »

Dans le numéro 57, nous abordions l'appel à la grève du 2 juin à l'aide sociale à l'enfance de Paris. Retour sur ce mouvement qui fait écho à toutes les mobilisations du secteur social.

C'est un des slogans qui a retenti dans le hall de la direction des Solidarités, oÀ une cinquantaine de grévistes de plusieurs services de l'ASE se sont invités ce mardi 2 juin. Cette grève s'est engagée à deux mois d'une réorganisation qui ajoutera une charge de travail importante dans des services

déjà en souffrance. Sous-effectifs, surcharge de travail, refus de promotion des catégories C travaillant sur des postes de B, difficultés de mener ses missions de protection de l'enfance : voilà ce qui a uni les grévistes qui ont pu applaudir les avancées déjà obtenues dont le maintien de deux postes.

Convaincus que ce n'est pas suffisant et que la réorganisation ne devra pas se faire dans ces conditions, les collègues réunis en AG ont décidé la poursuite du mouvement le 30 juin. La force des travailleuses, c'est la grève !

Marseille : se défendre contre les classes défense

Le collège Arthur Rimbaud de Marseille, l'un des plus pauvres de la ville, est la cible parfaite des classes défense, ces dispositifs développés par le gouvernement pour recruter de la chair (fraîche) à canon. Un enseignant d'histoire, bon soldat, y rêvait d'un partenariat avec la marine nationale basée à Toulon. Si le projet avançait en catimini, l'équipe enseignante n'a pas laissé faire.

À force de discussions et de travail d'information, où le personnel a découvert que le gouvernement ciblait principalement les élèves de « REP, REP+ et des zones rurales isolées » comme le disent les documents officiels, les collègues ont été en plus nombreux à refuser que leur établissement devienne une vitrine de recrutement pour l'armée. Alors qu'il était prévu que l'inspecteur en charge des classes défense dans l'académie vienne défendre le projet lors du conseil d'administration, la direction a préféré reculer. Le vote a été annulé, aucune classe défense n'ouvrira à la rentrée. La convention avec la marine nationale a pris l'eau, pourvu qu'elle pourrisse dans les abysses !

CORRESPONDANTE

DASSAULT : LE DROIT DE GRÈVE DANS LE VISEUR

Quelques dizaines de travailleurs de Dassault ont reçu des avertissements pour avoir fait grève le lundi de la Pentecôte, devenu « journée de solidarité ».

UNE SACRÉE ATTAQUE

Les CGT de Dassault à Cergy et Martignas avaient appelé à faire grève contre le travail gratuit pour dénoncer cette fameuse « solidarité » qui ne pèse que sur les travailleurs et ne profite pas aux personnes âgées à part Bernard Arnault, Vincent Bolloré ou Laurent Dassault.

La direction a déclaré que la grève était illégale, en prétextant que cette décision avait été prise lors des NAO. Et ? Pour éviter tout écrit, Dassault a fait annoncer la nouvelle par des agents de maîtrise. Ces menaces orales n'ont pas eu l'effet escompté et quelques semaines après, la boîte a distribué des avertissements aux grévistes, tout en proposant à certains de poser un jour rétroactivement pour éviter tout problème.

À QUOI JOUE DASSAULT ?

La CGT se montre optimiste quant aux chances de gagner en justice - cela devrait effectivement être une évidence. L'annonce même que l'entreprise considérait la grève comme illicite a pu refroidir des collègues. Et les avertissements n'ont pas démoralisé ceux qui les ont reçus, mais pourrait agir comme un repoussoir dans les prochaines luttes. L'objectif de Dassault est d'intimider par ce genre de coup de pression même s'il est manifestement illégal. Le tout dans un contexte où les cadences augmentent et où des grèves qui ralentiraient la livraison de Rafale, par exemple, entacheraient l'image et les marges de l'avionneur. Le seul moyen de défendre notre droit de grève, c'est de l'exercer en nombre.

CORRESPONDANTE

Renault : nouveaux partenariats avec l'industrie d'armement

Il y a un an, Renault assumait à peine son partenariat avec la direction générale de l'Armement. Il a fallu attendre des mois pour que la direction révèle les détails de « Chorus », une coentreprise avec le groupe militaire français Turgis-Gaillard, pour produire un gros drone à longue portée doté d'une lourde charge explosive. Son moteur diesel est fabriqué à l'usine de Cléon (76) et il sera assemblé dans un atelier spécial de l'usine du Mans (72) dès cet été. Fin 2025, les salariés apprenaient l'existence d'un autre prototype de drone terrestre, cette fois-ci en partenariat avec le groupe belge John Coquerill.

Désormais fini les complexes : Renault assume le virage vers l'armement au salon Eurosatory, la grande foire de l'industrie militaire, en annonçant deux nouveaux partenariats avec le groupe Thales : le « 4 Troop », un véhicule militaire tactique ; et un petit drone kamikaze de courte portée baptisé « Toutatis ». Alors que l'industrie d'armement est réputée lente et coûteuse, Renault promet au ministère de la Défense d'utiliser les méthodes du secteur automobile pour massifier la production et accélérer la cadence. Il ne s'agit pas (pour l'instant) de remplacer les Scenic par des missiles balistiques, mais plutôt de capter une petite partie des dizaines de mil-

liards d'euros d'argent public qui pleuvent sur les groupes d'armement.

PRODUIRE DES ARMES POUR SAUVER LES EMPLOIS ?

La direction et le gouvernement répètent que produire des armes permettrait de sauver les emplois dans un contexte économique soi-disant difficile. Mais ces emplois, personne n'en a vu la couleur. Au contraire, la casse sociale se poursuit dans les usines et les centres techniques. Présenter ce virage vers l'armement comme une fatalité sert à pousser les salariés à travailler « volontairement » sur des projets militaires. Ce chantage à l'emploi s'exerce aussi sur les syndicats : les organisations pro-patronales comme FO, la CFE-CGC et la CFDT suivent le mouvement. La CGT et SUD Renault dénoncent globalement la militarisation, avec des nuances selon les sites (à l'usine du Mans, la CGT n'a pas voté contre la fabrication des drones). Les réticences des salariés sont bien réelles et doivent s'exprimer haut et fort. D'autant que l'actualité récente en Palestine, en Ukraine ou en Iran rappelle chaque jour à quoi servent ces engins de mort.

HUGO WEIL

Chez Renault, un plan social déguisé dans l'ingénierie



La direction de Renault a annoncé, mercredi 24 juin, 475 suppressions de postes (9 % des effectifs) dans l'ingénierie d'ici 2028 (sur les 2 000 suppressions d'emplois au total dans le monde), sous prétexte de réduire les coûts de production face à la concurrence, notamment celle des véhicules électriques chinois comme BYD ou MG. Tailler dans l'ingénierie pour rivaliser avec des entreprises qui ont une avance technologique considérable ? L'argument est douteux. En réalité, il s'agit surtout pour le nouveau directeur-général François Provost d'augmenter la marge opérationnelle du groupe, jugée insuffisante par les actionnaires qui attendent de la rentabilité à court terme.

De la Roumanie à la France en passant par le Maghreb et la Corée du Sud, des milliers d'emplois vont disparaître... au volontariat ! Chez Renault, personne n'est licencié, mais les salariés sont poussés dehors. Le dernier accord triennal signé en 2024 contient des clauses permettant à la direction de déclencher des « RCC » à sa guise. Ces « ruptures conventionnelles collectives » instaurées par Macron en 2017 permettent de contourner les obligations qui s'imposent au patron en cas de plan de licenciements (le mal nommé « plan de sauvegarde de l'emploi »). Depuis 2020, Renault a massivement usé de ce dispositif pour supprimer des milliers de postes en France

en poussant les salariés vers la sortie avec des conditions de travail dégradées et une petite prime de départ. Résultat : chômage pour les uns, charge de travail alourdie pour les autres.

LES SALARIÉS DE VSF EN LUTTE CONTRE LA CASSE SOCIALE

C'est encore une RCC qui a été annoncée pour supprimer jusqu'à 153 postes dans le cadre de la fermeture du site de Villiers-Saint-Frédéric (Révolutionnaires n° 59). Un procédé illégal en cas de fermeture de site, et pour cause : comment parler de départ « volontaire » quand un site ferme !

Les salariés ne se laissent pas « relocaliser » sur d'autres sites sans rien dire. Après une mobilisation réussie le 10 juin, ils ont mis sur pied un collectif indépendant des syndicats et ils étaient plus de 70 à manifester le 18 juin à Boulogne, près du siège du groupe où se tenait une réunion de négociation entre représentants syndicaux et responsables RH de Renault. Ils ont fait entendre leurs revendications : une grosse prime pour tous les salariés, en compensation du préjudice provoqué par les mutations forcées.

Évidemment, la direction a refusé. Il faudra amplifier le rapport de force pour obliger Renault à passer à la caisse... et pourquoi pas perturber ses plans de réduction d'effectifs !

Airbus : la peur, ça peut changer de camp

Après plus d'un mois d'agitation durant lequel plusieurs centaines de travailleurs se sont mis en grève ou ont débrayé sur les différents sites Airbus, la direction a annoncé qu'elle ne lâchera que 500 euros de prime « exceptionnelle ».

LE RETOUR DU « DIALOGUE SOCIAL VICTORIEUX » !

Les syndicats majoritaires crient victoire. Victoire pour eux, véritables extincteurs en action, qui ont assisté la direction dans ses manœuvres pour éteindre la contestation ! Comme les petits et moyens chefs, ces délégués ont murmuré à l'oreille des salariés des menaces sur les évolutions de carrière ou de vagues promesses. Résultat, si la direction a dû lâcher 500 euros sous la pression des premiers débrayages qui avaient parcouru toutes les usines, elle réduit cette année les primes de 2000 euros pour tous.

LES DIFFICULTÉS DU MOUVEMENT

Au-delà de la répression, les grévistes ont été confrontés aux difficultés d'étendre leur mouvement dans l'usine en se fédérant autour d'une revendication. Si le mot d'ordre initial « Pas un euro de moins que l'année dernière » était unanime, sa transformation en une revendication sur les salaires, pour combattre l'écueil des primes qui changent en fonction de l'humeur du patron, n'a jamais été concrétisée. Pour ajouter à la confusion, les syndicats amis de la direction ont dénigré ces débrayages pour des primes en expliquant que l'important était le salaire et qu'il ne fallait donc surtout rien faire jusqu'aux prochaines NAO dans un an !

LES ATTAQUES CONTINUENT

Quelques jours à peine après la signature de cet accord favorable à la direction, des chefs ont annoncé en production que des congés pourraient être annulés sauf à multiplier les heures supplémentaires et dans les bureaux qu'un jour de télétravail serait supprimé. La direction pensait peut-être pousser son avantage mais cela a provoqué de nouveaux rassemblements sous ses fenêtres.

CADRES, INGÉNIEURS, OUVRIERS OU SOUS-TRAITANTS : LA FORCE DES TRAVAILLEURS, C'EST LA GRÈVE !

Ces travailleurs qui ont été grévistes pour la prime ou qui sont aujourd'hui grévistes contre la suppression du télétravail sont minoritaires : quelques centaines parmi les 25 000 salariés toulousains. Mais ils incarnent la voie à suivre pour stopper la direction. À Airbus comme ailleurs, le dialogue social est une illusion et seul le rapport de force peut faire plier les patrons.

CORRESPONDANT



Decathlon : la direction balbutie, les salariés remontent sur le ring

Les grèves ont été rares au cours des 50 ans d'existence de Decathlon. Mais les journées de grève du 6 et du 8 juin dernier, dans les magasins puis les entrepôts, ont largement exprimé le ras-le-bol de salariés sous pression. Alors que tout le monde tire la langue depuis des mois face à des objectifs de productivité constamment en hausse, l'annonce par la direction qu'elle ne reporterait pas la hausse du Smic du 1^{er} juin sur l'ensemble des salaires - qui chez beaucoup de salariés ne se situent guère au-dessus - a été le détonateur d'une colère qui grossissait.

Et depuis ? C'est un drame en plusieurs actes qui se joue du côté de la direction, tandis que dans les allées des magasins et les travées des entrepôts, on sort le pop-corn.

Réunion du CSE central le 11 juin. Le directeur général entre en proclamant qu'on ne discutera pas de la question de la rémunération. Départ de l'ensemble des organisations syndicales, qui annoncent qu'elles ne participeront plus à aucune négociation tant que le sujet ne sera pas sur la table.

Mardi 16 juin. Sur plusieurs sites, on célèbre avec cotillons et petits fours les 50 ans de la boîte. La direction monde en profite pour annoncer que l'entreprise va offrir 2 000 € euros en actions à 90 000 salariés dans le monde. Des actions qui seront définitivement acquises en juin 2029, à condition d'être encore dans les effectifs ! Chez les collègues, on plaisante : « Alors, satisfait ? L'essence a pris 20 % là, mais chez Total ils seront peut-être OK si je paie dans trois ans. ».

Jeudi 18 juin. Nouveau mail de la direction à l'ensemble des salariés. « Blablabla vous savez qu'on se soucie de rétribuer les performances au plus juste... et de proposer de revenir exceptionnellement jusqu'en août sur le nouveau calcul de la prime mensuelle qui a globalement fait s'effondrer partout le niveau des primes. Encore raté. Mais ce nouveau balbutiement montre surtout que c'est le moment d'insister : ce ne sont pas des primes ou des actions dont on a besoin, mais d'un salaire qui suive l'inflation.



Et l'argent, il est là ! 910 millions de bénéfice net l'an dernier, en hausse de 16 %. La direction refuse d'augmenter les salaires pour préserver, dit-elle « l'équilibre économique » et « ses capacités d'investissement ». Mais le 20 juin, on apprend que les actionnaires (la famille Mulliez) ont décidé de se verser 454 millions d'euros de dividendes pour l'exercice 2025.

Alors samedi prochain 27 juin, les salariés sont prêts pour le deuxième round.

CORRESPONDANTE

LES SALARIÉS DU GROUPE SEB REFUSENT DE PERDRE LEUR VIE À LA GAGNER

Un rassemblement à l'appel de plusieurs structures CGT a réuni une cinquantaine de salariés de différentes entreprises devant le siège du groupe SEB (Tefal, Calor) à Ecully (69) contre les licenciements, la contamination aux PFAS et la répression qui touche une responsable syndicale CGT. Les prises de parole sont revenues sur la brutalité du plan de licenciement et sur les dangers que représentent les PFAS pour les consommateurs mais aussi (et surtout) pour les salariés de SEB.



Le rassemblement s'est déroulé malgré le sabotage du syndicat FO Tefal qui affirmait dans un tract diffusé les jours précédents : « Les conditions que l'on rencontre dans les ateliers (difficultés en production, mauvaise gestion, pression sur le personnel) couplées aux fortes chaleurs ne doivent pas nourrir la participation à cette grève. » Avec des amis syndicalistes aussi malins, la direction n'aurait pas besoin d'ennemis ! Elle en a pourtant parmi les salariés mobilisés pour leur santé et leur emploi.

Succès de la manifestation contre toutes les répressions : ils ne nous empêcheront pas de lutter !

Malgré la canicule, la manifestation contre toutes les répressions du 20 juin a regroupé un peu plus de 500 personnes.

Une initiative de regroupement inédite qui est partie des postières et postiers du 92 pour s'adresser aux travailleurs de La Poste comme au-delà dans le public et le privé, quelles que soient les organisations syndicales, politiques et associatives. Des syndicalistes et des travailleurs des secteurs du commerce, de la logistique, de Safran, de La Poste, de la sécurité privée, venus de Perpignan, de Marseille, Lyon, Grenoble, Rennes, Le Mans, Lille, des étudiants de plusieurs sections de l'Unef et des représentants de plusieurs organisations politiques, dont LFI, le Parti des travailleurs, et bien sûr le NPA-R ont participé. Regrouper des postières et postiers de plusieurs régions constitue une avancée significative, dans un secteur marqué par des conflits nombreux mais habituellement très localisés.

Cette manifestation inédite ne s'est pas tenue le jour d'un procès, d'une garde à vue ou d'une procédure disciplinaire mais sur une date choisie consciemment pour regrouper toutes celles et tous ceux qui sont habituellement convoqués dans des tribunaux, des commissariats ou des sièges sociaux, isolés les uns des autres.

Une manifestation qui a pris l'aspect d'une assemblée générale quand le cortège s'est arrêté devant le siège de La Banque postale puis devant le ministère du Travail, avec de nombreuses prises de parole qui ont

exprimé la colère ouvrière. Dans ces prises de parole, on a pu entendre, parfois, des illusions sur les élections de 2027, mais surtout une aspiration à une mobilisation d'ensemble du monde du travail et de la jeunesse.

Le point sur lequel tout le monde était d'accord était bien résumé par le mot d'ordre : ils ne nous empêcheront pas de lutter ! Comme nos ennemis avancent, il est important d'allier le geste à la parole : urgent que toutes celles et ceux qui refusent le « boîte par boîte », le « secteur par secteur » se donnent réellement les moyens de faire front et donc de se rencontrer !

Le succès militant du 20 juin permet d'envisager des suites. À commencer par continuer à tisser les liens de solidarité avec de l'ensemble des réprimés, et ce dès le 25 juin avec le procès d'Anasse Kazib. Rendez-vous est aussi pris en soutien du secrétaire général de la CGT FAPT 66 (postaux) Alexandre Pignon, qui risque la révocation lors de son conseil de discipline le 30 juin à Paris.

La prochaine réunion des organisations qui ont préparé la manifestation du 20 juin se tiendra mardi 30 juin à 19 h 30. La proposition des postières et postiers du 66, SUD et CGT : organiser une rencontre nationale contre toutes les répressions après la période estivale.

CORRESPONDANT

GRÈVE INÉDITE AU BUREAU DE POSTE DE BRON (RHÔNE)

À Bron, dans la banlieue lyonnaise, la direction de la Poste a cru pouvoir faire passer sans encombre une attaque sur les conditions de travail des agents des guichets. Travail deux samedis sur trois, voire trois sur quatre, au lieu des un sur deux actuels, et possibilité d'être envoyés sur les bureaux de poste de Chassieu ou Genas au pied levé, avec un emploi du temps instable... une réorganisation sous forme d'attaque en règle comme la Poste en a l'habitude.

Pour les agents, c'en est trop : après des tentatives de discussion avec la direction et une pétition à laquelle cette dernière n'a donné aucune suite, ils se sont mis en grève le lundi 8 juin. Une grève suivie à 100 % dans ce service de sept personnes, qui a donné lieu à la fermeture du bureau. Une première, de mémoire d'un travailleur employé de la boîte depuis 26 ans !

S'ensuit une semaine de manigances pour tenter de faire plier les grévistes : chantage à l'arrêt de la grève comme préalable aux discussions ou ouverture du bureau avec le renfort de cadres et d'une alternante. Mais les grévistes, dont certains pour la première fois, sont bien décidés à tenir ensemble.

C'est finalement lundi 15 juin à 18 h 30, après huit jours de grève, qu'un protocole de fin de conflit a été signé : trois jours de grève payés par la boîte, pas de réorganisation jusqu'à fin décembre 2026, et une réouverture des discussions à la rentrée. Un soulagement pour les grévistes et un premier recul pour la direction maintenant avertie : si elle cherche à imposer à nouveau sa réorganisation à la rentrée, elle trouvera sur son chemin les travailleurs soudés et leurs soutiens.

CORRESPONDANTE

À LA FAC DE RENNES 2, ON VIRE LES MILITANTS SYNDICAUX !

Un délégué syndical de SUD'Educ a appris il y a quelques mois que son contrat ne serait pas renouvelé pour la prochaine année scolaire, après quatre ans en tant que personnel non-enseignant. La raison à peine cachée : son activité militante, sa dénonciation des méthodes de management ainsi que des agissements sexistes et xénophobes de la part de sa hiérarchie au sein de son service.

L'université, dirigée par une présidence de gauche, semble en tout cas mieux supporter les pratiques immondes de sa hiérarchie, plu-

tôt qu'un militant reconnu pour sa combativité. Pas surprenant quand on sait que la direction s'attaque aux contractuels lorsqu'il s'agit d'appliquer les coupes budgétaires et qu'elle commence à s'habituer à envoyer les flics sur les mobilisations étudiantes.

Face à cette répression et pour de meilleures conditions de travail, le syndicat SUD éducation appelle à un rassemblement le 30 juin à 12 h 30, devant la présidence de Rennes 2.

Le NPA-R était présent à la réunion des Labor Notes, à Chicago



Il s'agit d'une grande conférence de syndicalistes combatifs qui se tient tous les deux ans et réunit plusieurs milliers de délégués d'organisations syndicales de toute l'Amérique du Nord, de tous secteurs. On peut croiser des infirmières, des travailleurs du rail, des conducteurs de bus, des postiers, des travailleurs d'Amazon, des teamsters (livreurs et transporteurs routiers) et bien d'autres encore.

L'essentiel des ateliers était remarquable par la jeunesse des participants et l'enthousiasme avec lequel ils abordent le combat syndical. Le contenu variait entre des ateliers très « techniques » sur ce que nous appelons ici la vie syndicale, et des rapports sur des luttes passées, les négociations des « contracts », ces contrats collectifs offrant plus de garanties que le simple « gré à gré » qui régit encore en majorité les relations de travail aux États-Unis...

Il y a deux ans, la réunion s'était tenue dans l'enthousiasme qui avait suivi la victoire de la grève des travailleurs de l'automobile. Cette fois, c'est le retour de Trump et les réactions contre la milice fascisante ICE à Minneapolis, qui étaient

au cœur de bien des discussions. On citera entre autres un des ateliers : « *Cela peut se produire ici : syndicats et attaques brutales* ». L'absence d'illusion envers le Parti démocrate n'empêche pas que d'autres illusions existent dans une certaine social-démocratie, notamment avec l'élection de Mamdani à la mairie de New York. Elles concernent également souvent la notion de service public, les travailleurs du rail animaient ainsi un atelier intitulé : « *Quels transports ferroviaires ? Les nôtres ! La propriété publique partout dans le monde* ». Ici et là dans les débats, des militants exprimaient leur espoir que naisse un parti des travailleurs.

La délégation du NPA-R a contribué à l'animation de deux ateliers : « *Les syndicats français dans les grèves* » et « *Les travailleurs hospitaliers dans la mise en œuvre de la solidarité* ». Devant un public nombreux et curieux, les camarades ont développé des exemples récents d'activité dans les secteurs du transport, de la poste et de l'hôpital. Une expérience enrichissante à renouveler !

PHILIPPE CAVÉGLIA

RÉPRESSION CIBLÉE À MINNEAPOLIS

Visiblement, Trump n'a pas digéré la révolte de masse du 23 janvier dernier à Minneapolis contre sa police de l'immigration. Quinze militants ont été mis en examen le 16 juin dernier au motif grave de « *participation à un complot pour entraver ou nuire à un agent fédéral* ».

Et parmi les 15 poursuivis, certains syndicalistes de Minneapolis le sont au nom de leur participation aux assemblées générales de travailleurs qui se sont tenues durant la mobilisation, à partir de fin décembre 2025. Ces assemblées, regroupant quelques centaines de travailleurs, syndiqués ou non et surtout de différents secteurs, visaient à proposer des perspectives d'organisation et de mobilisation par et pour les travailleurs. Pas étonnant que la justice américaine et le pouvoir trumpiste y voient là une menace !

LIVRES

AVANT ELLE

JOHANNA KRAWCZYK

Éditions Pocket, 2022, 168 p., 6,80 €

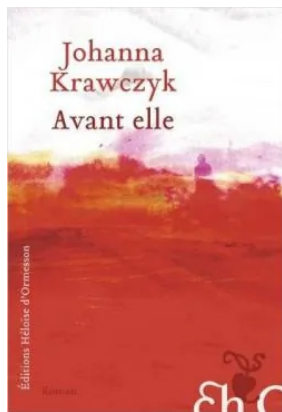
Johanna Krawczyk, scénariste, a écrit ce roman, son premier, en 2021. Elle nous y emmène sur les traces de Carmen, universitaire spécialiste de l'Amérique latine, de nos jours à Paris. Cette jeune femme a perdu un an auparavant son père, réfugié politique argentin, et elle a du mal à faire face à la vie quotidienne avec son compagnon, sa fille encore bébé et son travail.

Elle découvre alors dans un garde-meuble des documents personnels de son père, dont sept carnets intimes. Le roman alterne alors entre des passages des carnets et la voix de Carmen. Se déploie alors, entre événements historiques et vie intime, l'histoire de l'Argentine des années 1936 à la dictature militaire de Videla de 1976 à 1981, en passant par le régime de Perón.

Carmen découvre par la voix de son père, qui ne lui a quasiment rien raconté de sa vie « avant elle », la misère de toute une partie de la population argentine, les violences sociales et politiques, la lutte contre le communisme et les travailleurs organisés, la répression implacable et la torture... Elle connaissait tout cela mais l'histoire prend, dans les carnets de son père, un autre sens.

Un roman à l'intrigue prenante et qui donne à réfléchir à la vérité et aux mensonges, ainsi qu'aux stigmates que laissent ces derniers sur la société comme sur les individus.

LILIANE LAFFARGUE



BREST ET L'ÎLE LONGUE OU CHRONIQUE DE L'ÎLE MYSTÉRIEUSE...

BROCHURE « MÉMOIRE VIVANTE »

IHS CGT 29

Maison du peuple, 2 place Édouard Mazé, 29200 Brest

Parue en mai 2026, cette brochure a le mérite de remettre en lumière un sujet particulièrement brûlant en ces temps de militarisation et de réorientation de l'appareil industriel vers la reconstitution d'un bloc militaro-industriel.

Brest, c'est une enclave militaire depuis toujours, entièrement détruite pendant la Seconde Guerre mondiale. C'est aussi l'arsenal, haut lieu du prolétariat et des agents civils de l'armée dont dépend la base, ceux-là mêmes qui, à partir de 1972, ont traversé la rade pour intégrer le site ultra sensible des sous-marins nucléaires, et le monde des silos où sont stockées les têtes nucléaires.

La grande muette a murmuré en septembre 1970 au personnel civil, mais aussi aux militaires : « Les risques d'irradiation ou de contamination sont pratiquement nuls »...

Et c'est en 1996 que l'on apprend, même si des militants le savaient depuis longtemps, que civils et militaires étaient exposés à des radiations, ainsi sans doute que les centaines de milliers d'habitants aux environs... Irradiés, en bon français, ça donne des personnes développant des cancers professionnels de toute nature et le gonflement de la rubrique nécrologique du journal local, *Le Télégramme*.

C'est ainsi que les Brestois doivent recevoir des doses de pastilles de chlore et que les enfants participent à des exercices de survie à l'école dès la maternelle... en se cachant sous les tables. Une sacrée protection si l'île Longue explose !



Ile Longue, 1996-1998

Le combat des irradiés de la pyrotechnie



Évidemment, la brochure de la CGT 29 ne va pas jusqu'à demander la fermeture de la base de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, ni la transformation de Brest en port à usage civil uniquement.

Elle décortique cependant, sans hésiter à critiquer son action de l'époque, la période où les membres du personnel apprennent leur contamination et en parallèle les grosses mobilisations contre les plans sociaux dans les arsenaux et la bascule vers la structure Direction des constructions navales (DCN), aujourd'hui Naval Group. C'est la période « Brest Debout » où la lutte pour l'emploi va estomper le scandale sanitaire.

La brochure s'agrément de d'une rare photo d'un sous-marin nucléaire sortant de la base. Une violation du secret défense ?

CORRESPONDANT BRETAGNE

Lire la revue



AGENDA

Rendez-vous samedi 27 juin au Mans

FÊTE DU NPA RÉVOLUTIONNAIRES

LE MANS

Pour le communisme et la RÉVOLUTION !

Prises de parole et débat avec la salle 18h45

En présence de Selma Labib, conductrice de bus et candidate à l'élection présidentielle

En présence de Gaël Quirante, postier en lutte pour sa réintégration, syndicaliste et porte-parole

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

SAMEDI 27 JUIN à partir de 14h

salle Barbara allée de l'Aigle Noir arrêt Saint-Martin

Pierre Mattei

La Question Ukrainienne Et Christian Rakovski



les nuits rouges

LA QUESTION UKRAINIENNE ET CHRISTIAN RAKOVSKI

Rakovski est connu comme militant internationaliste avant la Première Guerre mondiale et proche de Trotski dans les oppositions de gauche qui se succédèrent en URSS.

Les textes présentés dans ce livre montrent son rôle en Ukraine entre 1919 et 1923. Il s'agit de brochures, lettres, interviews, télégrammes et interventions orales sténographiées.

C'est la première fois que ces textes de Rakovski sont publiés ensemble. Certains l'avaient été par le passé, d'autres sont totalement inédits.

La question nationale ukrainienne dans le contexte de la révolution de 1917 et de la guerre civile en est le sujet principal. Ses positions ont vite évolué et l'ont conduit à prendre les mesures qui s'imposaient.

Rakovski a participé à la constitution de l'Union soviétique avec l'objectif d'assurer une égalité entre les républiques indépendantes. Mais il lui a fallu faire face à la politique, consciente ou inconsciente, de russification de ses camarades de parti dans un pays à prédominance paysanne de langue ukrainienne, alors que la classe ouvrière était à l'époque principalement russe, mais aussi juive.

Rakovski pense que la question nationale ne peut être vraiment résolue qu'en liaison avec l'émancipation sociale. C'est pour cette raison que le Parti communiste d'Ukraine doit toujours être prêt à attaquer le nationalisme dès il s'en

prend à la classe ouvrière pour l'obliger à servir les intérêts de la bourgeoisie.

Une fois le pouvoir pris par la classe ouvrière, alliée aux paysans pauvres et moyens, il n'en découle pas automatiquement que la question nationale est résolue. Pour Rakovski, il y a toute une série d'actions à entreprendre immédiatement, inscrites dans le long terme.

S'il existe un contrôle et un plan général de développement et de fonctionnement à l'échelle de l'Union, chaque république doit bénéficier d'une autonomie civile, administrative, économique, financière et culturelle.

Toutefois, le projet d'autonomisation proposé par Staline revenait à inclure les républiques indépendantes, dont l'Ukraine, dans le cadre de la RSFSR avec un statut d'autonomie. Les organes suprêmes de pouvoir de la Russie devenaient ceux de l'Union, les républiques et régions autonomes ne disposant plus que d'une souveraineté très restreinte.

Rakovski s'est retrouvé relativement isolé dans le combat qui l'a opposé à ce projet.

Staline, devenu secrétaire général du Parti communiste en avril 1922, se débarrasse de Rakovski en le faisant nommer ambassadeur à Londres en juillet 1923.

Dans une lettre qu'il lui envoie le même mois, Rakovski constate que les institutions qui se mettent en place, en lien avec la question nationale, ne vont pas dans le bon sens, et il ajoute que la vie politique pourrait devenir le privilège d'un petit groupe, les masses ouvrières et paysannes n'y participant plus. Pour l'auteur de ce livre et traducteur des textes, c'est une forme de remise en cause de la nature du régime, mais que Rakovski n'a jamais formulée comme telle.

PIERRE MATTEI

De la Réunion à la Creuse : sur les pas de l'impérialisme français

Le Sénat a approuvé un texte pour la réparation des « déplacés réunionnais ». De 1963 à 1982, l'État organisa la déportation de 2 000 enfants réunionnais. 10 % des victimes sont recensées.

La DDASS avait l'appui des autorités réunionnaises, de l'ancien Premier ministre Michel Debré et du Bumidom, un organisme d'État qui recruta aussi 70 000 travailleurs réunionnais pour Peugeot, Michelin ou la SNCF. Derrière l'objectif affiché d'un « repeuplement » des villages français par des enfants exilés, l'État faisait pression sur toutes les classes populaires réunionnaises et trouvait une nouvelle main-d'œuvre rurale. Une pierre, deux coups.

À la Réunion, les services sociaux firent signer des formulaires d'abandon aux familles pauvres. Celles-ci crurent les agents promettant que leur enfant reviendrait pour les vacances, avec un diplôme et un bon métier. D'autres signèrent sans savoir lire, pour annuler une dette ou obtenir

un logement salubre. Direction la France et les foyers à 9 200 kilomètres. Les autorités organisèrent la défaillance de l'ASE et jetèrent les jeunes en pâture, à bosser dans les fermes où souvent la violence régnait.

Déjà, des voix protestaient : le directeur du foyer, le Parti communiste réunionnais, et très vite, les enfants eux-mêmes. Au silence de la justice s'ajouta l'insulte : l'État fut blanchi de toute responsabilité en 2002. Il fallut 25 ans de combat pour voir reconnaître sa responsabilité morale (2014), avant « réparation » (2026). Mais ni indemnités, ni « commission pour la mémoire », ni hommage national ne « répareront » la férocité de l'impérialisme français. Dans toutes ses colonies et encore aujourd'hui en Kanaky, en Martinique, à Mayotte, il a brisé des familles et les survivants se battent.

ALEXIS MICSHEN

Huit élus étudiants de l'Unef Nanterre convoqués au commissariat pour des actions de soutien aux sans-facs ! Stop à la répression !

Après le fiasco de la plainte pour diffamation de la présidence de l'université contre Coppélia, présidente de l'Unef Nanterre, dont le procès a été annulé pour prescription des faits le 2 juin, c'est maintenant pour des actions en soutien aux sans-facs que huit élus étudiants sont convoqués les 29 et 30 juin au commissariat de Nanterre. Cet acharnement dure depuis plusieurs années pour essayer de faire taire un groupe militant qui n'accepte aucun recul sur les droits étudiants et se donne les moyens d'organiser les luttes.

La présidente se revendique de gauche et vient de publier une biographie sur Rosa Parks qu'elle conclut par « la lutte continue ». Certains n'ont pas peur de la honte. Une chose est sûre, c'est la rage de se battre qui ressort de cette affaire, et que Mme Rolland-Diamond soit rassurée, la lutte est loin d'être terminée.

Deux rassemblements sont appelés les 29 et 30 juin à 8 heures devant le commissariat de Nanterre pour soutenir nos camarades, également membres du NPA jeunes révolutionnaires.

ALMA CINORRODO

**CONVOCATIONS AU COMMISSARIAT
D'ÉLUS ET REPRÉSENTANTS DE L'UNEF
POUR DES ACTIONS DE SOUTIEN AUX SANS-FACS !**

**LUNDI 29 À 8H
MARDI 30 À 8H
RASSEMBLEMENT
DEVANT LE COMMISSARIAT
DE NANTERRE
54 RUE DU 19 MARS 1962**



« It's the American dream, baby »...

Mercredi 17 juin à Senatobia, la police américaine s'offre un record dans l'horreur : assassiner Kohen Wiley, bébé d'un an, dans les bras de sa mère. Le crime de celle-ci ? Être suspectée par les gérants d'un magasin Walmart d'avoir volé... un paquet de couches. Avec l'inflation, ça coûte un bras. Avec des flics racistes, ça peut coûter une vie.

Le bureau d'enquête du Mississippi relaye déjà la version du meurtrier. La mère lui aurait foncé dessus, volant dans la main droite, bébé dans la gauche, couteau entre les dents et flingue dans la poche. Ce serait risible si les mêmes histoires ne servaient pas à couvrir les trois meurtres par jour que

commettent en moyenne les « gardiens de la paix ». Quant à la brutalité des politiques anti-immigrés et des attaques patronales contre les travailleurs, elle ne peut que donner carte blanche aux « forces de l'ordre » chargées de faire régner la loi du plus fort pour le compte de grands groupes capitalistes comme Walmart. Pourtant, du mouvement Black Lives Matter à la révolte de Minneapolis, les jeunes et les travailleurs américains ont prouvé au monde entier qu'on pouvait dire à l'État, à ses flics, et même aux capitalistes : « Les plus forts, c'est nous. »

A. M.

LA MENACE D'AUGMENTATION DES FRAIS D'INSCRIPTION POUR TOUS CONTINUE DE PLANER !



Après le décret sur la hausse des frais d'inscription pour les étudiants étrangers, le gouvernement et ses conseillers continuent d'avancer sur leurs menaces.

Les assises de l'enseignement supérieur ont abouti à de sacrés conseils pour renflouer les caisses de l'université ! Jérôme Fournel et Gilles Roussel, qui pilotent ce rapport, respectivement ancien directeur de cabinet de Michel Barnier et ancien président d'universités parisiennes, ont présenté la semaine dernière leurs propositions au Cneser (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche).

Il est question de mise en valeur de l'immobilier des universités, de travailler de manière encore plus resserrée avec les entreprises... Bref, il est question de tout, sauf, pour l'État, de financer lui-même les universités !

Et le meilleur pour la fin : augmenter la part des frais d'inscription dans les ressources universitaires : en passant de 2,5 à 10 %, l'équivalent de 800 à 1 500 euros pour une année de licence ou de master !

Alors, même si le gouvernement tempore en parlant d'un débat pour les présidentielles, on comprend bien qu'après les 3 000 et 4 000 euros pour les étudiants étrangers, l'augmentation des frais d'inscription dans les écoles d'ingénieurs de 30 % pour aller jusqu'à 3 400 voire 4 800 euros par an, c'est l'augmentation pour tous qu'ils préparent. Pour les dissuader, il faudra préparer une rentrée explosive !

LOÏE FLORES

EN INDONÉSIE AUSSI, LA GEN Z SE REBELLE

Mi-juin, des milliers d'étudiants se sont opposés aux forces répressives du gouvernement indonésien pour protester contre l'augmentation du coût de la vie, la corruption et l'autoritarisme croissant – notamment dans les universités – des classes dirigeantes. De quoi rappeler des épisodes similaires récents : au Maroc, à Madagascar ou au Népal. Partout sur la planète, une partie de la jeunesse refuse la société existante et cherche les moyens de la changer par la lutte. En France aussi, on aurait bien raison de s'y mettre.

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES**